COI Focus

REPUBLIQUE DE COLOMBIE
Situation sécuritaire

7 juin 2018 (mise à jour)	Cedoca	Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes d'asile individuelles. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande d'asile. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual asylum applications. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the asylum application. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Principaux sigles utilisés **3**

Introduction **5**

1. Bref historique **7**

2. Parties combattantes **8**
2.1. Les forces de sécurité 8
2.2. Les guérillas 10
2.2.1. Généralités 10
2.2.2. Les FARC-EP et dissidences 10
2.2.3. L'ELN 11
2.3. Les groupes successeurs 12

3. Typologie de la violence **14**

4. Cibles de la violence **16**

5. Répartition géographique des violences **19**

6. Déplacements de la population **23**
6.1. Généralités 23
6.2. Villes 26
6.2.1. Bogotá 26
6.2.2. Cali 28
6.2.3. Medellín 29

Résumé **31**

Bibliographie **32**

Principaux sigles utilisés

AFRODES	Asociación nacional de Afrocolombianos desplazados
AGC	Autodefensas Gaitanistas de Colombia
AI	Amnesty International
AUC	Autodefensas unidas des Colombia
BBC	British Broadcasting Corporation
BNUCAH	Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIDH	Comisión interamericana de derechos humanos
CNN	Cable News Network
CODHES	Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento
DAICMA	Dirección para la acción integral contra minas antipersonal
ELN	Ejército de liberación nacional
EPL	Ejército popular de liberación
ESMAD	Escuadrones móviles antidisturbios de la policía nacional
FARC-EP	Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército popular
FARC	Fuerza alternativa revolucionaria del común
FIP	Fundación ideas para la paz
FLIP	Fundación para la libertad de prensa
GAULA	Grupo de acción unificada por la libertad personal
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre
INDEPAZ	Instituto de estudios para el desarrollo y la paz
INPEC	Instituto nacional penitenciario y carcelario
MAPP	Mission d'accompagnement du processus de paix en Colombie
MRP	Movimiento revolucionario del pueblo
NIAG	New Illegal Armed Groups
NOREF	Norwegian Centre for Conflict Resolution
OACP	Oficina del alto comisionado para la paz
OAG	Organised armed group
OEA	Organisation des Etats américains
ONIC	Organización nacional indígena de Colombia

PARES	Fundación paz y reconciliación
RFCS	Réseau France Colombie solidarités
UMAIC	Unidad de manejo y análisis de información Colombia
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
USDOS	United States Department of State
USIP	United States Institute of Peace
WOLA	Washington Office on Latin America
ZOMAC	Zonas más afectadas por el conflicto armado
ZVTN	Zonas veredales transitorias de normalización

Introduction

La présente recherche vise à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire en République de Colombie. Elle constitue une mise à jour du *COI Focus Colombie. Situation sécuritaire* daté du 3 juillet 2017 et porte plus particulièrement sur la période allant de juillet 2017 à mai 2018. Elle a été clôturée le 1er juin 2018.

L'analyse se compose de six parties. Après un bref historique, le Cedoca définit les différentes parties au conflit. Ensuite, il décrit consécutivement une typologie des violences, les cibles de celles-ci et leur répartition géographique. Enfin, le déplacement interne est analysé et la situation sécuritaire des villes de Bogotá, Calí et Medellín est évoquée.

Ce rapport se base sur des sources journalistiques (dont *El Colombiano*, *El Espectador*, *El Heraldo*, *El Mundo*, *El País*, …), des sources audiovisuelles (Arte, NSNBC, et Télam), ainsi que des agences de presse telles que British Broadcasting Corporation (BBC) et Cable News Network (CNN). La recherche se réfère à des publications de centres d'analyse et d'organisations non gouvernementales (ONG) spécialisés tels que la Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento (CODHES)[1], la Fundación paz y reconciliación (PARES)[2], la Fundación ideas para la paz (FIP)[3], InSight Crime[4], Insight on Conflict[5], l'Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ)[6], l'International Crisis Group (ICG)[7], le Norwegian Centre for Conflict Resolution (NOREF)[8], le Réseau France Colombie solidarités (RFCS)[9], l'Unidad de manejo y análisis de información Colombia (UMAIC)[10], l'United States Institute of Peace (USIP)[11] ou encore le Washington Office on Latin America (WOLA)[12]. Des organisations internationales comme Amnesty International (AI), le Comité

[1] Cette organisation non gouvernementale (ONG) à caractère international promeut les droits de l'homme des victimes afin de contribuer à la construction démocratique de la paix, de la justice et de l'équité sociale
[2] La PARES est une organisation non gouvernementale fondée en 2013 en vue de générer des connaissances et une analyse éclairée sur les thèmes de la sécurité, du conflit armé interne, du post-conflit, de la criminalité, de la gouvernance, des droits humains et du développement dans la perspective de contribuer à la construction de la paix et de/à la réconciliation nationale
[3] La FIP est un centre d'analyse colombien indépendant créé en 1999 qui s'est fixé pour mission de rassembler des connaissances sur les conflictualités en Colombie, proposer des initiatives, développer des pratiques et accompagner des processus afin de contribuer à la construction d'une paix durable
[4] InSight Crime est une fondation indépendante et sans but lucratif qui examine depuis 2010 le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes avec des bureaux à Medellín en Colombie et à Washington, DC aux Etats-Unis
[5] Insight on Conflict est un blog publié par Peace Direct, qui se définit comme la source en ligne d'exception au sujet de la construction de la paix dans des zones en conflit à travers le monde
[6] L'Indepaz est une organisation non gouvernementale créée en 1984 qui a conservé comme axe de travail la formation, la recherche, la création d'espaces de dialogue en vue d'œuvrer pour la construction de la paix
[7] ICG est une organisation non gouvernementale indépendante qui se consacre à la prévention et à la résolution des conflits à travers le monde
[8] Le NOREF est une fondation indépendante en faveur de politiques et de pratiques de construction de la paix
[9] Fondé en mai 2012, le RFCS regroupe douze organisations de la société civile française menant des actions de coopération et de solidarité avec la Colombie, dans les domaines du développement, des droits humains et de la culture de la paix. Le RFCS est un espace collectif d'échange, d'analyse, d'action et d'interlocution, pour contribuer d'ici à la construction de la paix. Par des actions de communication, d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, le RFCS contribue à mieux faire connaître les réalités colombiennes et celles de la société civile locale
[10] L'UMAIC cherche à créer des initiatives inter-agences de traitement de l'information et d'analyse pour le système des Nations unies en Colombie. L'UMAIC cherche à servir le travail humanitaire, de développement et de construction de la paix, en collaboration avec ses partenaires en dehors du système des Nations unies, y compris des ONG et le gouvernement, en misant sur la complémentarité des actions et les économies d'échelle au niveau technique
[11] L'USIP est un institut américain non partisan qui promeut la sécurité nationale et la stabilité globale par la réduction de conflits à l'étranger
[12] Le WOLA se décrit comme un institut majeur de recherche et de promotion des droits humains dans les Amériques

international de la Croix-Rouge (CICR), Freedom House et Human Rights Watch (HRW) complètent les sources. La recherche est également alimentée par diverses sources onusiennes (le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH), le Conseil de sécurité des Nations unies, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)) et enfin gouvernementales (le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS), le Conseil de l'Union européenne (UE)).

Dans la présente recherche, Le Cedoca a choisi d'appeler l'ancienne guérilla par son nom complet, à savoir Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército popular (FARC-EP) afin de mieux la distinguer du nouveau parti politique Fuerza alternativa revolucionaria del común (FARC).

Les conditions de sécurité en Colombie font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour dans les meilleurs délais.

1. Bref historique

Guérillas, autres groupes armés et armée colombienne se sont livrés un conflit armé interne[13] pendant une cinquantaine d'années[14] dont les civils ont constitué plus de 80 % des victimes, d'après le Centre national de mémoire de l'historique[15].

Pour le représentant du CICR en Colombie, le terme post-conflit n'a pas de sens car les dynamiques conflictuelles persistent[16]. Le HCDH explique que des effets négatifs ont été perçus dès la première année suivant l'accord de paix ratifié en novembre 2016, alors que des transformations positives requièrent plus de temps, dans la mesure où la résolution de problèmes emmêlés depuis des décennies[17] est un processus complexe. Il y a eu d'après lui une grande résistance face à l'implémentation de l'accord, de la part d'acteurs économiques et politiques, et les corps législatif et judiciaire, entre autres[18].

Un cessez-le-feu bilatéral est mis en place de facto dès 2015 entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et les FARC-EP[19]. Par ailleurs, un processus de paix entre l'Ejercito de liberación nacional (ELN) et le gouvernement est annoncé le 30 mars 2016[20]. Le gouvernement et les FARC-EP signent le 24 août 2016 un accord de paix[21]. Un référendum en octobre 2016 ne permet pas de le légitimer[22]. Un nouvel accord de paix est conclu entre le gouvernement et les FARC-EP le 24 novembre 2016, et ratifié par le Congrès le 30 novembre 2016[23]. Le Congrès adopte le 28 décembre 2016 une loi prévoyant l'amnistie ou la grâce des combattants des FARC-EP et l'arrêt des poursuites pénales contre les membres des forces de sécurité sous certaines conditions[24].

La première année qui a suivi l'accord final de novembre 2016 a été marquée par un processus complexe de cessez-le-feu et de séparation des forces, de dépôt des armes par les FARC-EP, de passage à la vie civile de milliers de membres des FARC-EP et de conversion de l'organisation armée en un parti politique[25].

Une négociation démarre le 7 février 2017 entre le gouvernement et l'ELN[26], sans pour autant suspendre les violences comme l'illustre l'explosion d'une bombe le 19 février 2017 à Bogotá, revendiquée par cette guérilla[27].

Les FARC-EP se convertissent en parti politique homologué par le Conseil électoral national le 31 octobre 2017 et s'appellent désormais la Fuerza alternativa revolucionaria del común (FARC), préservant ainsi l'acronyme le plus couramment utilisé.

---

[13] El Colombiano, 18/01/2014, url ; AI, 25/02/2015, p. 141, url
[14] AI, 25/02/2015, url
[15] Centro nacional de memoria histórica, 07/2013, url
[16] El Colombiano, 28/02/2018, url
[17] Ces problèmes comprennent la pauvreté multidimensionnelle, l'accès problématique à la santé et à l'éducation, des économies illicites et une violence endémique. Une justice locale non menacée par des organisations criminelles nécessite la substitution des cultures illicites. Cela implique la clarification des titres de propriété, ce qui signifie l'achat et la distribution de terres. Ces démarches demandent des budgets, qui requièrent une majorité politique aux niveaux municipal, départemental et national. HCDH, 02/03/2018, url
[18] HCDH, 02/03/2018, url
[19] AI, 03/2017, url
[20] RFCS, 08/2016, url ; AI, 03/2017, url
[21] RFCS, 08/2016, url ; USDOS, 03/03/2017, url
[22] RFCS, 08/2016, url ; AI, 03/2017, url ; USDOS, 03/03/2017, url
[23] AI, 03/2017, url ; USDOS, 03/03/2017, url
[24] AI, 03/2017, url
[25] United Nations Security Council, 27/12/2017, url
[26] WOLA, 07/02/2017, url ; United Nations Security Council, 24/03/2017, url ; UNHCR, 02/2017, url
[27] United Nations Security Council, 24/03/2017, url

A l'occasion des élections parlementaires du 11 mars 2018, le parti de l'ancien président Álvaro Uribe remporte 32 des 172 sièges à la Chambre des représentants et 19 des 108 sièges du Sénat. Pour rappel, ce parti avait rejeté l'accord de paix conclu avec les FARC-EP. Le parti dirigé par le président en cours de mandat a perdu des sièges. La FARC a obtenu moins de 0,5 % des votes, mais recevra les 10 sièges promis au Congrès en vertu de l'accord de paix dans la nouvelle période législative et la suivante, soit jusqu'en 2026[28].

En raison des violences commises dans la région de la frontière entre l'Equateur et la Colombie, le gouvernement équatorien annonce le 18 avril 2018 que l'Equateur ne peut plus assurer la médiation dans les pourparlers de paix entre l'ELN et le gouvernement colombien, qui, de ce fait, suspend les négociations[29].

Le premier tour des élections présidentielles a lieu le 27 mai 2018[30]. Le second tour départagera les candidats Iván Duque (de droite) et l'ex-maire de Bogotá Gustavo Petro (de gauche) le 17 juin 2018[31].

2. Parties combattantes

2.1. Les forces de sécurité

Les forces de sécurité colombiennes comptent environ 500.000 membres répartis entre l'armée de terre, de mer, d'air et la police. Chaque branche dispose d'un département de renseignement qui collabore avec les agences de renseignement des Etats-Unis et de l'Union européenne notamment par le partage d'information et la coordination d'opérations contre des groupes de crime organisé[32].

Au mois de septembre 2017, le ministère de la Justice investigait au sujet de plus de 3.600 exécutions sommaires présumées ayant eu lieu de 2002 à 2008[33], et avait obtenu la condamnation de soldats de rangs moyen et bas. Cependant, les autorités ont échoué à poursuivre des militaires hauts gradés impliqués dans ces assassinats. Au contraire, plusieurs d'entre eux ont été promus[34].

Les forces de sécurité ont été accusées d'avoir commis en 2017 des exécutions extrajudiciaires (onze d'après le HCDH[35]) et d'avoir fait un usage excessif de la force, provoquant parfois des décès de civils[36]. Cela a été notamment le cas en mai 2017. Une grève nationale a été décrétée le 16 mai 2017 pour exiger du gouvernement colombien la garantie des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que le droit de participer à l'implémentation de l'accord de paix avec les FARC-EP. La grève s'est arrêtée le 7 juin. Cette grève a pris la forme de plusieurs manifestations pacifiques dans les départements du Chocó, du Valle del Cauca, du Cauca et dans la région de Catatumbo dans le Norte de Santander. L'escadron mobile anti-émeute (ESMAD) de la police et d'autres instances de la

[28] Conseil de Sécurité des Nations unies, 02/04/2018, url
[29] InSight Crime, 20/04/2018, url
[30] ICG, 25/05/2018, url
[31] El País, 28/05/2018, url
[32] InSight Crime, 10/03/2018, url
[33] Entre 2002 et 2008, des brigades de l'armée ont couramment exécuté des civils à travers le pays. Sous pression de leurs supérieurs de présenter des résultats « positifs » et gonfler le comptage des corps dans la guerre contre les guérillas, les soldats et les policiers ont enlevé des personnes, ou les ont attirées sous de faux prétextes (comme une promesse de travail) vers des lieux reculés. Ils les ont tuées et placé des armes sur leurs corps, puis les ont enregistrées comme des combattants ennemis tués en action. Depuis 2009, une réduction spectaculaire des exécutions sommaires par les forces de sécurité est observée
[34] HCDH, 02/03/2018, url ; HRW, 2018, url
[35] USDOS, 20/04/2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url
[36] AI, 2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; Geneva Academy, 12/2017, url ; HRW, 2018, url

force publique ont procédé à des exécutions extrajudiciaires et à un usage excessif de la force (balles, gaz lacrymogène, objets contondants)[37]. Ainsi, des ONG ont dénombré 1.300 blessés à Buenaventura dans ce contexte[38]. Des forces de sécurité ont tué le 5 octobre 2017, selon les sources, sept[39] ou neuf[40] fermiers en tirant aveuglément sur une manifestation pacifique à Tumaco (dans le Nariño)[41]. Dans plusieurs cas, des responsables militaires ont déclaré qu'ils pensaient avoir ciblé des combattants de l'ELN, pour d'autres cas, ils ont admis des erreurs[42]. L'Instituto nacional penitenciario y carcelario (INPEC) et la police nationale ont été accusés d'avoir été impliqués respectivement dans quatre et treize cas de torture entre le 1er janvier 2017 et le 30 juin 2017[43].

Des membres de l'armée font l'objet de nombreuses allégations de trafic d'essence dans le Norte de Santander, en 2017. Ils sont soupçonnés de faciliter le transport de matériel pour produire de la cocaïne et de l'équipement pour l'extraction minière illicite[44]. Selon la plupart des sources de 2017, dont AI[45], HRW[46], le département d'Etat américain[47], INDEPAZ[48], PARES[49] et un reportage diffusé sur Arte[50], certains membres des forces de sécurité ont été accusés de tolérer les activités de bandes criminelles, voire de collaborer avec celles-ci, parmi lesquelles figurent d'anciens paramilitaires.

Régulièrement, les forces de l'ordre elles-mêmes sont la cible de violences, comme par exemple à Bogotá en février 2017[51], à Miranda en octobre 2017[52], à Barranquilla en janvier 2018[53] ou à San Pedro de Urabá (Antioquia) en avril 2018[54], Les auteurs font souvent partie de groupes armés délinquants (comme par exemple le Clan du Golfe) ou rebelles (comme par exemple le Front de guerre Urbano Camilo Torres de l'ELN)[55]. La police indique qu'en 2017, 74 de ses membres ont été assassinés, surtout dans les zones où sont présents des groupes comme le Clan du Golfe, des dissidences des FARC-EP, l'ELN et d'autres groupes criminels[56]. Selon plusieurs sources[57], le Clan du Golfe et l'ELN avaient initié en mai 2017 un premier *plan pistola* visant à attaquer systématiquement les membres de la force publique. Ce plan a causé la mort de plusieurs policiers, mais aussi de civils[58]. Ce plan a été suivi d'un second *plan pistola* en septembre 2017.

Dans son rapport de décembre 2017, le Conseil de sécurité passe en revue plusieurs mesures importantes prises par les autorités colombiennes fin 2017 en matière de sécurité. Les forces armées et la police ont réactualisé le plan de stabilisation dit *Victoria*. Renommé *Horus*, ce plan vise à assurer une présence plus permanente, plus visible et plus efficace dans les zones sensibles. Le président colombien a souligné que cet effort devait s'accompagner d'un engagement renouvelé de

[37] HRW, 2018, url ; AI, 2018, url
[38] USDOS, 20/04/2018, url
[39] HRW, 2018, url ; HCDH, 02/03/2018 ; USDOS, 20/04/2018, url
[40] AI, 2018, url
[41] AI, 2018, url ; HRW, 2018, url ; Geneva Academy, 12/2017, url ; HCDH, 02/03/2018 url ; USDOS, 20/04/2018, url
[42] USDOS, 20/04/2018, url
[43] USDOS, 20/04/2018, url
[44] HCDH, 02/03/2018, url
[45] AI, 03/2017, url
[46] HRW, 12/01/2017, url
[47] USDOS, 03/03/2017, url
[48] INDEPAZ, 01/2017, url
[49] PARES, 31/01/2017, url
[50] ARTE, 21/04/2017, url
[51] United Nations Security Council, 24/03/2017, url ; El Espectador, 18/06/2017, url
[52] USDOS, 20/04/2018, url
[53] Télam via YouTube, 27/01/2018, url
[54] Caracol Radio, 12/04/2018, url
[55] BBC via El Nacional, 24/01/2018, url
[56] El Mundo, 22/12/2018, url
[57] INDEPAZ, 01/06/2017, url ; El Heraldo, 03/06/2017, url
[58] Autodefensas Gaitanistas de Colombia, 21/05/2017, url ; INDEPAZ, 01/06/2017, url ; El Heraldo, 03/06/2017, url

la part des forces armées de détruire les 277 dernières caches d'armes dont l'emplacement approximatif a été indiqué au gouvernement par la Mission des Nations unies en Colombie le 15 septembre 2017.

2.2. Les guérillas

2.2.1. Généralités

Depuis la conclusion de l'accord de paix, et le dégagement par les FARC-EP des territoires qu'ils occupaient notamment dans le Putumayo, de nouveaux équilibres se mettent en place. D'autres groupes armés sont en concurrence accrue pour récupérer le terrain, ce qui a pour conséquence des déplacements forcés pour les populations rurales[59].

Au moment de clôturer la recherche, le conflit se poursuit, opposant divers groupes armés comme l'Ejército popular de liberación (EPL), les Autodefensas Gaetanistas de Colombia (AGC), l'Ejército de liberación nacional (ELN) et les structures, au sein des Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia – Ejército popular (FARC-EP), de l'ancien Bloc oriental qui ne se sont pas associées au processus de paix[60].

2.2.2. Les FARC-EP et dissidences

En 2016, du côté des FARC-EP, une diminution des cas de violations des droits humains est observée au gré du processus de paix[61]. Bien que ce mouvement soit repris dans une liste européenne relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme[62], le Conseil de l'UE a suspendu le 27 septembre 2016 l'application de ses mesures restrictives à l'encontre des FARC[63].

Entre le 28 janvier et le 18 février 2017, 6.803 soldats des FARC-EP se sont rendus dans 26 zones de démobilisation avec le soutien onusien de la Mission de monitoring et de vérification en Colombie[64]. Le processus de vérification du dépôt de leurs armes, prévu en 180 jours, a débuté le 1er mars 2017[65]. Le 27 juin 2017, le processus de dépôt des armes par des individus s'est clôturé[66]. Le processus de retrait des armes et munitions dans les 26 zones a abouti le 15 août 2017[67]. En septembre 2017, les FARC-EP démobilisées ont annoncé officiellement la création de leur parti politique, la Fuerza alternativa revolucionaria del común (FARC) [68]. Conformément à l'accord de paix, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé une seconde mission de vérification de la réintégration politique, économique et sociale des membres des FARC-EP, qui a démarré le 26 septembre 2017[69]. Jusqu'au mois de mai 2018, 12.535 membres des FARC-EP ont été enregistrés auprès de l'Oficina del alto comisionado par la paz (OACP)[70]

Toutefois, les FARC-EP ne se sont pas engagées dans le processus de paix de manière homogène. Dès le début, certaines composantes se sont désolidarisées de leurs représentants, et d'autres

[59] USDOS, 20/04/2018, url ; Euronews, 16/03/2017, url
[60] CICR, 2018, url
[61] AI, 03/2017, url
[62] Conseil de l'UE, 04/08/2017, url
[63] Conseil de l'UE, 29/09/2016, url
[64] AI, 2018, url
[65] AI, 2018, url
[66] AI, 2018, url
[67] USDOS, 20/04/2018, url ; AI, 2018, url
[68] HRW, 2018, url
[69] USDOS, 20/04/2018, url ; AI, 2018, url
[70] El Espectador, 24/05/2018, url

composantes sont venues grossir leur nombre au fur et à mesure. Les estimations des effectifs de ces dissidences varient largement selon les sources (entre 500 et 1.500 hommes)[71]. Traduites en pourcentages, ces estimations varient selon les sources entre 5 % et plus de 10 % des anciens effectifs des FARC-EP[72]. Certains combattants ont créé de nouvelles entités, alors que d'autres se sont joints à des groupes armés illégaux préexistants. Cette tendance à la dissidence se poursuit dans le temps, dans un contexte de processus de paix fragilisé par différents facteurs (comme par exemple l'arrestation de certains anciens guérilléros en dépit des accords de paix[73] ou le manque de garanties de sécurité personnelle)[74]. Ces factions dissidentes ont rejeté les termes de l'accord de paix, ne se sont pas désarmées, ont poursuivi les divers abus (comme par exemple l'enlèvement d'un consultant onusien par le premier front dans le département de Guaviare entre mai et juillet 2017) et ont continué à se démultiplier[75]. La Fundación ideas para la paz (FIP) fait remarquer que le seul premier front, présent dans deux départements, dissident en juin 2016, a donné naissance à quasi dix-huit structures, avec une certaine forme de présence dans des zones différentes de treize départements. InSight Crime les perçoit comme des mafias dirigées par des criminels de niveau moyen[76] alors que la FIP pense que dans certains cas, les relations criminelles ne représentent pas un objectif en soi, mais un moyen pour atteindre des objectifs politiques et militaires. Au terme de deux années de recherches, elle a publié en avril 2018 une monographie consacrée aux dissidences des FARC-EP[77].

Les FARC-EP figurent, à la clôture de la rédaction de ce COI Focus, sur la liste des organisations terroristes établie par les Etats-Unis[78].

2.2.3. L'ELN

Le nombre de ses effectifs varie fortement d'une source à l'autre : de 1.800 hommes pour ICG[79,80] à 3.400 hommes pour le département d'Etat américain[81]. Depuis les accords de paix avec les FARC, l'ELN s'est étendue dans de nouveaux territoires, et consolidée dans ceux où elle était déjà présente[82].

L'ELN a revendiqué l'attentat perpétré le 19 janvier 2017 dans le centre de Bogota tuant un policier et en blessant 24 autres et 2 civils.[83].

A l'occasion de négociations séparées à Quito en Equateur entre l'ELN et le gouvernement, les parties ont déclaré le 4 septembre 2017 qu'un cessez-le-feu bilatéral prendrait effet à partir du 1er octobre 2017 jusqu'au 9 janvier 2018[84]. Cet accord était le premier en 50 ans de conflit avec le gouvernement[85] et devait endiguer le pic d'attaques violentes commises par l'ELN contre des cibles

[71] ICG, 19/10/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; FIP, 04/2018, url
[72] CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; HCDH, 02/03/2018, url
[73] Ainsi, un ancien dirigeant des FARC, à qui une place au Congrès avait été promise en vertu des accords de paix, a été arrêté sur base d'accusations de narcotrafic par les Etats-Unis. Cette arrestation et la possible extradition qui s'en suivra (en dépit de l'accord de paix) a de quoi inquiéter d'autres ex-combattants, pense InSight Crime. InSight Crime, 18/04/2018, url
[74] FIP, 04/2018, url ; InSight Crime, 18/04/2018, url
[75] InSight Crime, 18/04/2018, url ; FIP, 04/2018, url ; HRW, 2018, url ; Geneva Academy, 12/2017, url
[76] Un exemple de ces dissidences est le front Oliver Sinisterra, fort d'à peu près 500 hommes dans le Nariño. InSight Crime, 18/04/2018, url
[77] FIP, 04/2018, url
[78] USDOS, s.d., url
[79] ICG, 19/10/2017, url
[80] L'ELN comprend « moins de 2000 » membres pour le CRS. CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url
[81] Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[82] ICG, 19/10/2017, url
[83] USDOS, 20/04/2018, url
[84] AI, 2018, url ; Conseil de sécurité, 27/12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[85] USDOS, 20/04/2018, url

militaires et policières[86]. L'ELN a commis une attaque à la bombe contre un commissariat de police à Barranquilla le 27 janvier 2018. Elle a annoncé le 26 février 2018 un cessez-le-feu unilatéral du 9 au 13 mars 2018. Un cinquième tour de négociations de paix se sont déroulées du 15 mars au 18 mai 2018[87].

Depuis octobre 2017, plusieurs attaques présumées de l'ELN contre des civils ont été rapportées en violation du cessez-le-feu convenu un mois plus tôt. L'ELN a revendiqué l'assassinat d'un leader indigène dans le Chocó le 24 octobre 2017[88].

Le cessez-le-feu qui a expiré le 9 janvier 2018, aura offert un répit pendant 101 jours[89].

Le gouvernement équatorien a annoncé le 18 avril 2018 que l'Equateur ne pouvait plus assurer la médiation dans les pourparlers de paix entre l'ELN et le gouvernement colombien. Cette décision s'explique par les violences commises dans la région de la frontière entre l'Equateur et la Colombie par des membres de l'ELN[90] et par des dissidents des FARC-EP[91]. Après une trêve de trois mois entre l'ELN et le gouvernement, la guérilla a entamé une offensive violente en Colombie, poussant le président à suspendre provisoirement les négociations de paix[92].

Un cinquième cycle de négociations entamé le 10 mai 2018 à La Havane, avec l'objectif de déterminer un cessez-le-feu et d'atteindre un accord-cadre, devrait se finaliser le 12 juin 2018. Le début du sixième cycle est annoncé pour le 20 juin 2018[93].

De manière générale, en 2017, l'ELN a poursuivi les violations des droits humains de civils dans le département du Chocó, notamment à travers des assassinats[94], du déplacement forcé, de l'enrôlement de mineurs, dans la continuité de 2016. L'ELN a continué d'utiliser des mines antipersonnel. Selon le gouvernement, 4 personnes sont décédées et 22 autres ont été blessées à cause de mines antipersonnel et d'engins explosifs en 2017[95].

A la clôture de la rédaction de ce COI Focus, L'ELN figure sur la liste des organisations terroristes établie par les Etats-Unis[96] ainsi que sur la liste européenne relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme[97].

2.3. Les groupes successeurs

Les groupes paramilitaires de droite étroitement liés à des forces de sécurité et à des politiciens[98] sont nés dans les années 1980[99]. Entre 2003 et 2006, les Autodefensas unidas des Colombia (AUC) ont subi un processus gouvernemental de démobilisation gravement vicié, d'après notamment HRW, AI et Notimérica, dans lequel de nombreux membres sont restés actifs et se sont réorganisés dans

[86] USDOS, 20/04/2018, url
[87] Conseil de sécurité des Nations unies, 02/04/2018, url
[88] AI, 2018, url
[89] CICR, 2018, url
[90] Par exemple une attaque perpétrée le 18 avril 2018 attribuée à l'ELN près de la frontière a privé environ 270.000 personnes d'électricité. InSight Crime, 20/04/2018, url
[91] Ces violences comprennent par exemple l'enlèvement et l'assassinat de trois journalistes équatoriens, une attaque de commissariat de police à la voiture piégée. InSight Crime, 20/04/2018, url
[92] InSight Crime, 20/04/2018, url
[93] BBC, 05/05/2018, url ; EFE via El Nacional, 25/05/2018, url
[94] L'ELN est accusée d'avoir tué un leader indigène dans le Chocó en octobre 2017, en dépit d'un accord avec le gouvernement de cessation des abus. HRW, 2018, url
[95] HRW, 2018, url
[96] USDOS, s.d., url
[97] Conseil de l'UE, 04/08/2017, url
[98] El Colombiano, 18/01/2014, url
[99] ARTE, 21/04/2017, url

de nouveaux groupes[100]. Ils se sont alors en fait transformés en cartels violents[101] qu'on appelle des « groupes successeurs »[102], des *new illegal armed groups* (NIAG) ou encore des *grupos armados pos-desmovilización* (PDAG)[103] ou enfin des *organised armed groups* (OAG). Ne reconnaissant pas l'existence du paramilitarisme[104], le gouvernement utilise le terme *bacrim* (contraction de *bandas criminales*) pour désigner ces groupes[105]. On estime que 2.900 personnes à travers le pays appartiennent à ces groupes[106].

Ils ciblent plus volontiers des leaders sociaux, des paysans et des organisations de défense des droits humains et sont surtout actifs dans des zones qu'ils disputent aux guérillas, ou des zones où l'Etat ne dispose pas d'une présence ferme, comme dans l'Antioquia et le Chocó[107].

Le rapport du Conseil de sécurité du 27 décembre 2017 explique que le vide du pouvoir laissé dans les anciennes grandes zones d'influence des FARC-EP, où l'Etat n'assure pas une présence ferme, a permis aux groupes armés illégaux de se déployer rapidement afin de tirer parti des ressources de l'économie illicite. Ces groupes sapent les programmes publics de substitution de la coca et se disputent le contrôle des terres, des activités minières illégales, de la culture de la coca et des filières du trafic de drogue. La prolifération des violences est particulièrement préoccupante, d'après le Conseil de sécurité[108].

En 2017, les groupes successeurs ont continué de commettre des abus généralisés comme des assassinats politiques, des disparitions forcées, des viols, des exécutions extrajudiciaires, de l'extorsion, des enlèvements, de la torture, du trafic d'êtres humains, des attentats à la bombe, l'usage de mines, la restriction de la liberté de mouvement, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats, l'intimidation de journalistes, de femmes et de défenseurs des droits humains. Ils ont occasionnellement bénéficié de la tolérance des autorités, voire de la collusion avec des agents de l'Etat (juges, militaires, politiciens)[109]. Le clan du Golfe (soit le Clan Úsuga, ou encore les Urabeños ou Autodefensas Gaetanistas de Colombia (AGC)) fort de 8.000 à 15.000 hommes, selon les sources, est l'organisation criminelle la plus répandue en Colombie[110]. Il a continué de se livrer, dans le cadre de son conflit avec l'ELN, à de sérieuses violations de droits humains dans la province du Chocó. A titre illustratif, en avril 2017, deux conducteurs de bateaux ont été trouvés morts dans une communauté afrocolombienne dans le sud du Chocó. Des éléments de preuve crédibles indiquent que des membres des AGC les ont enlevés et assassinés[111]. A plusieurs occasions, notamment en septembre 2017, le clan du Golfe a proposé sa démobilisation au gouvernement, accompagné d'un processus de soumission à la justice[112].

La loi Justice et paix (loi 975 de 2005), qui offre des peines substantiellement réduites aux paramilitaires démobilisés qui confessent leurs crimes, connaît une application fastidieuse[113]. Courant 2017, les enquêtes « parapolitiques » et les poursuites de membres du Congrès accusés de conspiration se sont poursuivies. Entre 2006 et août 2015, 63 membres du Congrès ont été

[100] HRW, 12/01/2017, url ; AI, 03/2017, url ; Notimérica, 19/07/2016, url ; HRW, 29/01/2015, url
[101] ARTE, 21/04/2017, url
[102] HRW, 12/01/2017, url
[103] OCHA, 08/05/2017, url ; USIP, 01/02/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[104] CNN, 14/02/2017, url
[105] CNN, 14/02/2017, url ; NOREF, 08/2016, url ; El Colombiano, 18/01/2014, url ; ICG, 19/10/2017, url
[106] USDOS, 20/04/2018, url
[107] Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, url ; AI, 2018, url
[108] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url ; Geneva Academy, 12/2017, url
[109] USDOS, 20/04/2018, url ; HRW, 2018, url ; ARTE, 21/04/2017, url ; PARES, 31/01/2017, url ; INDEPAZ, 01/2017, url
[110] ICG, 19/10/2017, url ; Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 03/03/2017, url ; ARTE, 21/04/2017, url ; ICG, 19/10/2017, url
[111] USDOS, 20/04/2018, url ; HRW, 2018, url
[112] ACAPS, 14/03/2018, url ; Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[113] HRW, 29/01/2015, url

condamnés pour des crimes liés à la « parapolitique »[114]. En juin 2017, l'administration judiciaire a engagé des poursuites contre Santiago Uribe, le frère de l'ancien président Alvaro Uribe, accusé de meurtre et de conspiration pour son rôle présumé dans le groupe paramilitaire *Les douze apôtres* dans les années 1990.

Leur prévalence territoriale est vaste. Fernando Quijano, spécialiste des mouvements paramilitaires en Colombie, estime que quatorze ou quinze groupes sont présents dans 22 départements du pays (sur 32 au total)[115]. L'ACAPS pense qu'ils sont présents dans 27 départements[116], l'INDEPAZ, quant à lui, pense qu'ils le sont dans 31 départements[117]. Les clans se financent par le narcotrafic et l'exploitation de mines d'or[118]. D'après l'ONU, citée dans l'émission susmentionnée, les mines illégales d'or génèrent deux fois plus de bénéfices que le narcotrafic[119].

3. Typologie de la violence

En général, la situation sécuritaire s'est considérablement améliorée ces dernières années[120]. Par exemple, entre 2000 et 2016, le nombre de kidnappings a baissé de 94 % et le nombre d'homicides a baissé de 53 %[121]. Cependant, le CICR estime qu'un chemin long et complexe reste à parcourir avant qu'on puisse dire que le pays a surmonté la guerre[122]. En effet, de nombreuses manifestations de violence dans des zones rurales du pays restent recensées dans le rapport du Conseil de sécurité du 27 décembre 2017 :

> « […] lutte des groupes armés pour la domination dans certaines zones ; menaces et attaques visant les populations, les promoteurs de programmes de substitution de la coca et les défenseurs des droits de l'homme ; déplacements de populations ; attaques dirigées contre les partisans de la restitution des terres » [123].

Au cours du troisième trimestre de 2017, le HCDH a recensé quatre massacres dans le cadre d'affrontements autour du contrôle des économies illicites dans des zones antérieurement occupées par les FARC-EP (dans le Nariño et le Cauca). Dans le Nariño, treize personnes ont perdu la vie le 27 novembre 2017, suite à un affrontement entre des dissidents des FARC-EP et des membres de l'ELN[124].

Selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (BNUCAH), entre janvier et octobre 2017, plus de 105.000 personnes ont connu des restrictions dans leur mobilité limitant leur accès à des biens et services essentiels en raison notamment d'incidents armés, ce qui représente une augmentation de 54 % par rapport à 2016. Les routes rurales sont parsemées de checkpoints illégaux établis par des organisations criminelles et rebelles[125].

Le nombre d'exécutions extrajudiciaires a baissé en 2017 d'après le dernier rapport du département d'Etat américain paru en 2018 portant sur l'année précédante[126].

---

[114] HRW, 2018, url
[115] ARTE, 21/04/2017, url
[116] ACAPS, 14/03/2018, url
[117] INDEPAZ, 01/2017, url
[118] ARTE, 21/04/2017, url
[119] ARTE, 21/04/2017, url
[120] ACAPS, 14/03/2018, url ; The Economist, 05/04/2018, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[121] CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url
[122] CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url
[123] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[124] HCDH, 02/03/2018, url ; AI, 2018, url
[125] Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url
[126] USDOS, 20/04/2018, url

Au niveau mondial, la Colombie figure parmi les pays connaissant la plus importante diminution du nombre de morts violentes[127].Le nombre d'homicides est en effet tombé en 2017 à son le taux le plus bas depuis 42 ans[128] (même si on observe pour les premiers mois de 2018 une augmentation pour la même période l'année précédente[129]). Ce taux est passé de 35 homicides par 100.000 habitants en 2011 à 25,2 homicides par 100.000 habitants en 2016[130]. En revanche, si l'on ne tient compte que des zones rurales, la fondation Paz y Reconciliación a calculé, à partir des statistiques de police relatives à 281 municipalités, que le nombre d'homicides avait augmenté de 4,6 %, voire de 7,6 % [131] . Certaines sources évoquent des homicides ciblés de membres de communautés afrocolombiennes et indigènes[132].

Le HCDH note que l'Etat ne dispose pas de statistiques valables sur l'ampleur de la violence sexuelle, malgré l'existence d'un système d'information intégré sur la violence basée sur le genre. Il note aussi que les protocoles d'intervention ne sont généralement pas respectés dans les zones rurales, y compris lorsque les victimes souhaitent déposer plainte auprès de la police et du parquet[133].

Des enlèvements continuent à être commis en 2017 par l'ELN et des organisations rebelles et criminelles, tant pour des raisons financières que politiques. Le rapport du département d'Etat américain portant sur l'année 2017 mentionne parmi les victimes un ancien maire, un couple de Néerlandais, douze commerçants et quatre membres des forces de sécurité. D'après une unité de l'armée appelée le Grupo de acción unificada por la libertad personal (GAULA), 132 kidnappings ont eu lieu en 2017, soit 31 de moins qu'en 2016. Le GAULA attribue 83 % de ces enlèvements à des organisations criminelles, 13 % à l'ELN et le reste n'est pas connu[134].

Des organisations criminelles et d'autres parties ont continué à torturer en 2017[135].

Selon l'ONG Monitor de minas antipersonal, des acteurs non-étatiques, particulièrement l'ELN, ont utilisé en 2017 des engins explosifs improvisés et des mines antipersonnel. Les cibles concernent souvent des sites pétroliers et les forces armées nationales affectées à leur sécurité[136].

En 2017, les enfants ont continué à être enrôlés et utilisés dans des zones antérieurement contrôlées par les FARC-EP, notamment par l'ELN et des organisations criminelles. Les FARC semblent avoir respecté leur engagement pris en février 2016 à ne plus recruter des mineurs[137].

Entre 2015 et 2017, le CICR a vu une augmentation de 133 % de ses enregistrements de cas de disparition. Cela ne signifie pas pour autant une augmentation des cas, mais reflète une augmentation des enregistrements[138]. Entre janvier 2017 et fin juillet 2017, 3.957 personnes ont été signalées comme disparues[139].

---

[127] Institute for Economics and Peace, 06/2017, url
[128] El Espectador, 21/01/2018, url
[129] Infobae, 20/04/2018, url
[130] FIP, 24/04/2017, url
[131] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[132] AI, 2018, url
[133] Geneva Academy, 12/2017, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url
[134] Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url
[135] USDOS, 20/04/2018, url ; CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url
[136] Geneva Academy, 12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url ; AI, 2018, url
[137] Geneva Academy, 12/2017, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; CICR, 2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url ; AI, 2018, url
[138] CICR, 2018, url
[139] USDOS, 20/04/2018, url

Certaines ONG dénoncent la détention arbitraire de membres de mouvements de défense des droits de l'homme, accusés de conspiration, rébellion ou terrorisme, ce qui a été décrit par ces groupes comme des mesures de harcèlement à leur encontre[140].

Deux incidents de nature terroriste[141] ont eu lieu à Bogotá en 2017, d'après le journal *El Espectador*. Le premier, visant des forces de l'ordre et revendiqué par l'ELN, s'est produit le 17 février 2017 (voir *supra* 3.1. Les forces de sécurité). Le second est survenu le 17 juin 2017 dans le centre commercial Andino du nord de Bogotá, fréquenté par la classe moyenne supérieure fortunée et par des touristes[142]. Trois personnes ont perdu la vie et la police a arrêté huit membres du Movimiento revolucionario del pueblo (MRP) supposé responsable de l'attaque[143].

Le déplacement forcé est traité dans le chapitre 7 qui lui est exclusivement réservé.

L'extorsion reste un enjeu de taille en matière de sécurité. Des dissidences des FARC-EP, l'ELN et des groupes criminels extorquent tout type d'entité commerciale dans leurs zones d'opération[144].

A titre illustratif, les 612 victimes d'incidents violents répertoriés en Colombie pour la semaine du 17 au 24 mai 2018, se ventilent ainsi [145]:

- 400 victimes de déplacements massifs *interveredaux* (la *vereda* étant une entité administrative au sein des municipalités en Colombie) ;
- 106 victimes de déplacements massifs intermunicipaux ;
- 79 victimes de déplacements massifs intradépartementaux ;
- 8 victimes d'homicide ciblé en dépit d'un statut protégé ;
- 6 victimes de blessures intentionnelles en dépit d'un statut protégé ;
- 3 victimes d'attaque, d'occupation ou d'usage d'infrastructure et/ou de biens civils ;
- 2 victimes d'embuscade ;
- 2 victimes de mines antipersonnel ;
- 2 victimes de prise d'otage ;
- 2 victimes civiles d'action de guerre ;
- 2 victimes d'attentat ;
- 1 victime de menace (individuelles/collectivas) ;
- 1 victime de prise d'otage.

4. Cibles de la violence

Les principales victimes du conflit sont la population civile, surtout indigène, afrocolombienne et agricole, ainsi que les défenseurs des droits humains[146].

En 2017, les sources notent une augmentation des assassinats de défenseurs des droits humains, en ce compris des leaders sociaux et communautaires, des syndicalistes et des leaders de mouvements politiques. Jorge Molano, un spécialiste des disparitions forcées, dénonce en mai 2017 un « objectif

[140] USDOS, 03/03/2017, url
[141] Le maire de Bogotá Enrique Peñalosa a qualifié l'incident de « lâche attentat terroriste »
[142] El Espectador, 18/06/2017, url
[143] El Espectador, 25/06/2017, url
[144] USDOS, 30/01/2018, url
[145] Monitor de la UMAIC, 24/05/2018, url
[146] AI, 2018, url ; CICR, 2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; Pacifista, 03/01/2018, url

de persécution contre les activités développées par les leaders sociaux dans le pays » dans le chef des forces de sécurité[147].

Le HCDH observe une nouvelle tendance. Alors qu'auparavant, bon nombre d'entre eux étaient abattus en raison de leur opposition aux politiques de l'Etat, en 2017, de nombreuses personnes sont tuées apparemment en raison de leur soutien en faveur des politiques dérivées de l'accord de paix, comme la substitution de cultures illicites et la réforme rurale intégrale. Entre janvier 2017 et le 20 décembre 2017, 73 leaders sociaux ont été tués. Un exemple notable est l'assassinat de Bravo Bernardo Cuero, un éminent défenseur des droits humains afrocolombien, avocat pour l'association AFRODES, et ce, en dépit de ses nombreuses sollicitations de protection auprès de l'Unité nationale de protection. Accusés de conspiration, rébellion ou terrorisme, ces leaders sont régulièrement arrêtés[148]. L'organisation non gouvernementale Somos Defensores, reprise dans le rapport du Conseil de sécurité publié le 27 décembre 2017, a signalé, quant à elle, 90 assassinats de dirigeants sociaux et de défenseurs des droits de l'homme (77 hommes et 13 femmes) entre le début de 2017 et le 30 novembre 2017, ce qui représente une augmentation de 32 % par rapport à 2016[149]. Le HCDH cité par AI a rapporté l'homicide d'au moins 105 défenseurs des droits de l'homme en 2017. Ces homicides concernent particulièrement des défenseurs des droits des communautés indigènes et afrocolombiennes. D'après l'ONG Somos Defensores, le nombre d'homicides a augmenté de 31 % la première moitié de l'année 2017 en comparaison avec la même période en 2016[150]. La Mission de vérification des Nations unies en Colombie est préoccupée par les actes de violence et d'intimidation à l'encontre de dirigeants afrocolombiens et autochtones, notamment le meurtre de plusieurs d'entre eux dans le Chocó en octobre 2017[151]. Le HCDH estime que 62 % des assassinats des défenseurs de droits humains, des leaders sociaux et communautaires et membres de mouvements politiques ont eu lieu en zone rurale, 24 % dans les localités proches des anciennes zones de conflit et 14 % dans les villes principales. Par zone rurale, le HCDH entend les *Zonas más afectadas por el conflicto* (ZOMAC), où les FARC-EP étaient historiquement présentes[152].

En 2017, 57 % des assassins de défenseurs des droits humains sont des tueurs à gages, ce qui rend difficile l'identification des auteurs intellectuels. Parmi les auteurs matériels, la plupart des sources soupçonnent des membres de groupes criminels, en ce compris d'anciens membres ou structures d'organisations paramilitaires (54 cas), des membres de mouvements armés illégaux tels que l'ELN (4 cas), des ex-FARC-EP (3 cas), et l'EPL (1 cas), des individus qui ne sont pas affiliés à un mouvement armé ou une organisation criminelle (19 cas) et des membres des forces de sécurité (3 cas)[153]. La dénonciation des abus a été perçue comme une menace par des détenteurs d'intérêts économiques et politiques régionaux et locaux, autant que par des groupes armés dont des organisations paramilitaires[154].

Le 28 février 2018, l'Ombudsman émet une alerte rapide identifiant des leaders de communautés, des leaders sociaux et des défendeurs des droits de l'homme comme étant des personnes à risque[155].

Sur le plan judiciaire, le Bureau du Procureur général a indiqué que la priorité serait accordée aux enquêtes sur l'assassinat de dirigeants sociaux et de défenseurs des droits de l'homme. Le

[147] CIDH, 31/12/2017, url ; Freedom House, 16/01/2018, url ; Conseil de Sécurité des Nations unies, 02/04/2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; HRW, 2018, url ; AI, 2018, url ; NSNBC, 02/04/2017, url ; CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, url
[148] HCDH, 02/03/2018, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; HRW, 2018, url
[149] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[150] AI, 2018, url
[151] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[152] HCDH, 02/03/2018, url
[153] HCDH, 02/03/2018, url
[154] AI, 2018, url
[155] Conseil de sécurité des Nations unies, 02/04/2018, url

18 décembre 2017 a été publié le décret n° 2124 portant renforcement du système d'alerte rapide du Bureau du défenseur du peuple. Enfin, le décret n° 2078 du 7 décembre 2017 complète les dispositions en vigueur pour la protection personnelle des personnes à risque et en prévoit de supplémentaires pour la protection collective de groupes et de communautés. Par ailleurs, un décret complémentaire pratiquement achevé prévoit la création d'un programme global pour la sécurité et la protection des communautés, des dirigeants et des groupes vulnérables dans les zones les plus touchées par le conflit[156].

Des éducateurs et leurs familles font l'objet d'assassinats, de menaces ou de déplacement. Ces violations de leurs droits sont imputées à des guérillas, car souvent les enseignants symbolisent la seule présence de l'Etat dans des zones reculées[157].

La Fundación para la libertad de prensa (FLIP) a recensé 302 incidents violents (y compris un assassinat) et actes de harcèlement envers des journalistes entre le 1er janvier 2017 et le 11 décembre 2017. L'ONG considère que de nombreux cas ne sont pas signalés. A partir du 30 juin 2017, l'Unidad nacional de protección a assuré la sécurité de quinze journalistes. Des membres d'organisations criminelles ont intimidé, menacé, enlevé et tué des journalistes en 2017, incitant ces derniers à l'autocensure. L'ancien président et actuel sénateur Uribe a continué en 2017 à fustiger les journalistes pour leur prétendue complaisance envers les guérillas[158].

Un rapport du Conseil de sécurité paru le 27 décembre 2017 fait état d'une hausse significative d'homicides d'anciens membres des FARC en dehors des « zones territoriales » qui leur ont été attribuées. Il évoque notamment les homicides de 34 anciens guérilléros et 13 membres de leurs familles depuis avril 2017 :

> « Si ces faits tendent à se produire dans les zones marquées par une présence croissante de groupes armés illégaux, les différends fonciers, l'économie illicite et d'autres conflits, aucun tableau d'ensemble ne se dégage encore à ce stade »[159].

Ce rapport situe la majorité de ces homicides dans les trois départements de Nariño, Antioquia et Cauca. Des menaces contre d'anciens membres des FARC-EP engagés dans une activité politique ont été rapportées dans les départements suivants : Antioquia, Caquetá, Cauca et Nariño[160].

L'Unité nationale de protection prend des mesures pour améliorer des efforts de protection personnelle, parmi lesquelles Conseil de sécurité mentionne l'identification de 162 membres des FARC-EP en besoin de protection, dont 104 en bénéficient déjà. Un groupe de travail a été mis sur pied sur les garanties de protection dans l'Antioquia, et le sera prochainement dans le Cauca et le Nariño[161].

Les mouvements armés et les organisations criminelles qui se sont installés et consolidés dans les zones antérieurement contrôlées par les FARC-EP ont tué au moins 36 ex-membres selon AI en 2017[162], ou 34 anciens membres et 13 membres de leur famille selon le rapport du département d'Etat américain entre avril et décembre 2017[163]. D'anciens FARC-EP qui participent aux élections ont été tués en représailles pour avoir révélé des informations relatives à des réseaux de trafic dans le cadre de l'accord de paix. Pour rappel, au cours d'une précédente conversion en parti politique

[156] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[157] USDOS, 20/04/2018, url ;
[158] USDOS, 20/04/2018, url ; CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; CIDH, 31/12/2017, url ; HRW, 2018, url
[159] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[160] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[161] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[162] HCDH, 02/03/2018, url
[163] USDOS, 20/04/2018, url

(l'Unión patriotica) dans les années 1980, trois mille membres du parti lié aux FARC-EP avaient été assassinés par des paramilitaires et d'autres[164].

Les populations afrocolombiennes et indigènes ont particulièrement souffert en comparaison avec la population totale. Elles ont subi, notamment dans les départements de Chocó, Cauca, Antioquia et Norte de Santander, des crimes de droit international et des violations de droits humains, dont des assassinats ciblés de leurs membres, des déplacements forcés collectifs, le confinement forcé de communités dans leurs territoires (limitant leur liberté de mouvement et accès à des services essentiels et à l'alimentation), l'enrôlement forcé de mineurs, les violences sexuelles et l'usage de mines antipersonnel. Par exemple, un indigène a été blessé par une telle mine le 11 juillet 2017 dans le Chocó. Selon l'Organización nacional indígena de Colombia (ONIC), 3.490 indigènes ont fait l'objet d'un déplacement en masse forcé entre le 1er novembre 2016 et le 31 juillet 2017, 827 indigènes ont été confinés par la contrainte, 115 ont reçu des menaces et 30 (dont des leaders de communautés) ont été tués. A titre illustratif, sur les 612 incidents violents ayant eu lieu au cours de la semaine du 17 au 24 mai 2018, 604 victimes étaient civiles, 483 étaient afrocolombiennes et 106 étaient indigènes[165].

Les femmes ont continué à subir en 2017 des violences sexuelles (stérilisation forcée, avortement forcé, viol,…) commises par des membres de groupes armés illégaux dont d'anciens paramilitaires, en toute impunité. Seulement au cours des six premiers mois de 2017, sept femmes exerçant un leadership divers ont été tuées, ce qui signifie une augmentation par rapport à 2016[166].

Le Secrétaire général de la Mission de vérification des Nations unies en Colombie note :

> « […] avec préoccupation la persistance des plaintes relatives au recrutement d'enfants par des groupes armés illégaux, émanant souvent de communautés autochtones, en particulier dans les départements de Caquetá, Cauca et Chocó » [167].

Enfin, les *Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum seekers from Colombia* publiées en septembre 2015, qui précisent les cibles de la violence, n'a pas été mis à jour entretemps[168].

5. Répartition géographique des violences

La plupart des sources relèvent sur le terrain la recrudescence de l'insécurité pour les civils dans les zones dégagées par les FARC-EP dès février 2017. Ces zones ont été aussitôt investies par des mouvements armés dont l'ELN et des organisations criminelles comme par exemple les Urabeños qui s'affrontent autour du contrôle des économies illicites. Ces affrontements, d'une part entre eux et d'autre part entre eux et la force publique, ont pour conséquence la poursuite, voire l'intensification des déplacements massifs ou individuels[169].

Le rapport du Conseil de sécurité du 27 décembre 2017 définit le problème général que pose le vide du pouvoir laissé dans les anciennes grandes zones d'influence des FARC-EP :

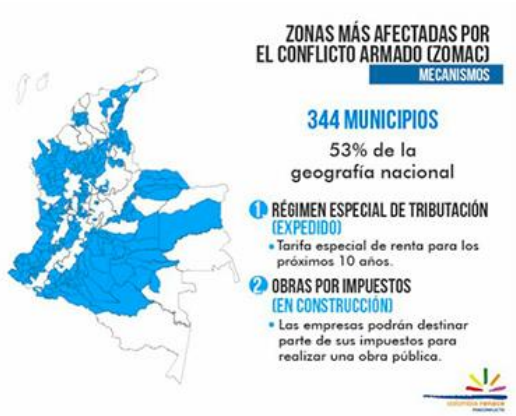
---

[164] CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url
[165] CIDH, 31/12/2017, url ; Monitor de la UMAIC, 24/05/2018, url ; CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; USDOS, 30/01/2018, url ; Conseil de sécurité, 27/12/2017, url ; IDMC, s.d., url ; AI, 2018, url ; HRW, 2018, url
[166] USDOS, 20/04/2018, url ; CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; AI, 2018, url ; HRW, 2018, url
[167] CIDH, 31/12/2017, url ; AI, 2018, url ; CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[168] UNHCR, 09/2015, url
[169] CICR, 2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url ; ICG, 19/10/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url

« Dans ces régions, l'absence ou la présence insuffisante des institutions de l'État – autorités civiles et forces de sécurité – après le retrait des forces des FARC-EP a permis aux groupes armés illégaux de se déployer rapidement afin de tirer parti des ressources de l'économie illicite. L'expansion de ces groupes s'est accompagnée d'une montée de la violence dans les régions où ceux-ci sont déterminés à saper les programmes publics de substitution de la coca et se disputent le contrôle des terres, des activités minières illégales, de la culture de la coca et des filières du trafic de drogues. Les violences qui en résultent ont provoqué de nouveaux déplacements parmi les populations touchées. La prolifération des violences et la multiplication des déplacements le long de la côte Pacifique sont particulièrement préoccupantes » [170].

Dans ses observations finales, le rapport du Conseil de sécurité précise que les zones les plus touchées par le conflit représentent un tiers des municipalités du pays et plus de la moitié du territoire[171]. Dans son analyse de mars 2017, la FIP énumère quelques unes de ces zones : le Chocó, le Tumaco, le Cauca, Buenaventura, le Bajo Cauca antioqueño, l'axe Llanos Orientales-Orinoquia et le Catatumbo. L'implémentation de l'accord de paix y fait face à plusieurs obstacles, à savoir la dispute pour le territoire entre d'autres mouvements armés, la persistence du crime organisé, l'émergence de nouvelles factions armées issues de milices et de dissidences, et des agressions de leaders sociaux[172].

Cette nouvelle lutte de pouvoir expliquée supra génère une augmentation spectaculaire de la violence dans certaines régions en 2017 par rapport à 2016, soit, à titre illustratif, de 1095 % à Mesetas dans le Meta, de 966 % à Magui Payán dans le Nariño, et de 916 % à El Carmen dans le Norte de Santander[173]. Le Bureau du Procureur général confirme que le nombre d'homicides a augmenté, par rapport à 2016, dans onze zones réparties sur neuf départements situés dans d'anciennes zones de conflit particulièrement touchées par l'économie illicite[174].



Zones les plus affectées par le conflit armé en octobre 2017[175]

[170] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[171] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[172] FIP, 13/03/2017, url
[173] HCDH, 02/03/2018, url ; AI, 2018, url
[174] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url
[175] Renovación del territorio, 08/10/2018, url

Cartographie des incidents violents (rouge) et désastres naturels (vert)

de la semaine 17/05/2018-24/05/2018 (UMAIC)[176]

Le Cedoca a recensé, à partir des sources consultées, les départements les plus affectés par les violences, à savoir les départements ruraux suivants, situés soit sur la côte et aux frontières, soit sur des axes de narcotrafic : Antioquia, Arauca, Cauca, Caquetá, Chocó, Córdoba, Guaviare, Meta, Nariño, Norte de Santander, Putumayo, Valle del Cauca[177]. Il s'agit de zones frontières et de corridors associés à la sortie de la drogue du pays[178].

[176] La carte en ligne est interactive. Monitor de la UMAIC, 24/05/2018, url
[177] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url ; AI, 2018, url ; HCDH, 02/03/2018, url ; CICR, 2018, url ; ICG, 19/10/2017, url ; Pacifista, 03/01/2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url
[178] ICG, 19/10/2017, url ; Infobae, 20/04/2018, url

La carte ci-dessous élaborée par ICG indique une corrélation entre narcotrafic et présence de groupes armés :

Cartographie de la présence de groupes armés et de la culture et du transport de coca (ICG)[179]

[179] ICG, 19/10/2017, url

6. Déplacements de la population

6.1. Généralités

La Colombie compte le nombre le plus élevé de déplacés au monde après la Syrie avec un total de 7,3 millions de personnes, soit 15 % de sa population[180]. Le déplacement constitue un des phénomènes les plus intenses du conflit en Colombie[181]. Depuis les accords de paix, il y a un nouveau déplacé toutes les quatre minutes, selon le directeur en Colombie du Norwegian Refugee Council (NRC)[182]. D'après l'Internal Displacements Monitoring Center (IDMC), 171.000 nouveaux déplacés ont été enregistrés en 2016[183]. Selon le Registre unique des victimes, 54.000 nouveaux cas de déplacement forcé ont été enregistrés en 2017, ce qui représente 79 % de l'ensemble des victimes[184]. L'UNHCR s'est inquiété en janvier 2018 de l'augmentation du nombre par rapport à janvier 2017 (une multiplication par quatre)[185]. Le nombre officiel de personnes déplacées est en-deçà de leur nombre effectif[186].

Surtout dans les régions reculées, les disputes entre et intra groupes armés illégaux pour les ressources et le contrôle territorial (par exemple entre l'ELN et les Urabeños dans le Chocó et le Nariño) et les affrontements entre les forces de sécurité et les organisations criminelles (par exemple entre la force publique et les Urabeños dans le Chocó et le Nariño) constituent une cause majeure de déplacement. L'enrôlement de mineurs, les homicides, les menaces, l'extorsion, la violence physique, psychologique et sexuelle commises par des groupes armés illégaux contre les populations civiles - et particulièrement les populations indigènes et afrocolombiennes - représentent en 2017 48 % des facteurs poussant au déplacement. Enfin, des ONG considèrent que des efforts en matière de lutte contre le narcotrafic, l'extraction minière illégale et des joint-ventures commerciales de grande envergure en zone rurale poussent également au déplacement. Des membres de guérillas ont quelques fois forcé des leaders locaux à manifester contre les mesures du gouvernement pour éradiquer les cultures illicites et des communautés au déplacement en signe de protestation (sous la contrainte) contre l'éradication[187]. D'après le monitoring, les principaux acteurs armés responsables de déplacements massifs et multiples sont les groupes successeurs (38 %), des groupes armés non identifiés (29 %), les guérillas (17 %), la force publique (12 %) et enfin les dissidences des FARC-EP (4 %)[188].

Ces déplacements se sont multipliés le long de la côte Pacifique en 2017 atteignant 71 % de leur total. Le CODHES a indiqué que les départements concernés par le plus grand nombre de déplacés dans le cadre de déplacements de masse sont le Chocó (9.684 cas au cours de 22 déplacements), le Nariño (7.776 cas au cours de 11 déplacements), l'Antioquia (5.904 cas au cours de

[180] CRS (Beittel J.), 14/11/2017, url ; IDMC, 2018, url ; El Espectador, 22/05/2018, url ; Pacifista, 03/01/2018, url ; Mongabay Environmental News, 16/11/2017, url ; MPI, 13/04/2017, url
[181] X., 20/02/2018, url
[182] El Espectador, 22/05/2018, url
[183] IDMC, 2018, url
[184] Pacifista, 03/01/2018, url
[185] UNHCR, 24/01/2018, url
[186] L'ELN et des organisations criminelles dissuadent les déplacés de s'enregistrer comme tels auprès du gouvernement par l'usage de la force, l'intimidation et la désinformation. L'Organización nacional indígena de Colombia (ONIC) précise que le nombre des indigènes déplacés est largement sous-estimé car ils n'ont pas un accès adéquat aux lieux d'enregistrement, en raison de l'éloignement géographique, la barrière de la langue et la méconnaissance du système national d'enregistrement. USDOS, 20/04/2018, url
[187] X., 20/02/2018, url ; CICR, 2018, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; El Colombiano, 28/02/2018, url ; IDMC, 2018, url
[188] X., 20/02/2018, url

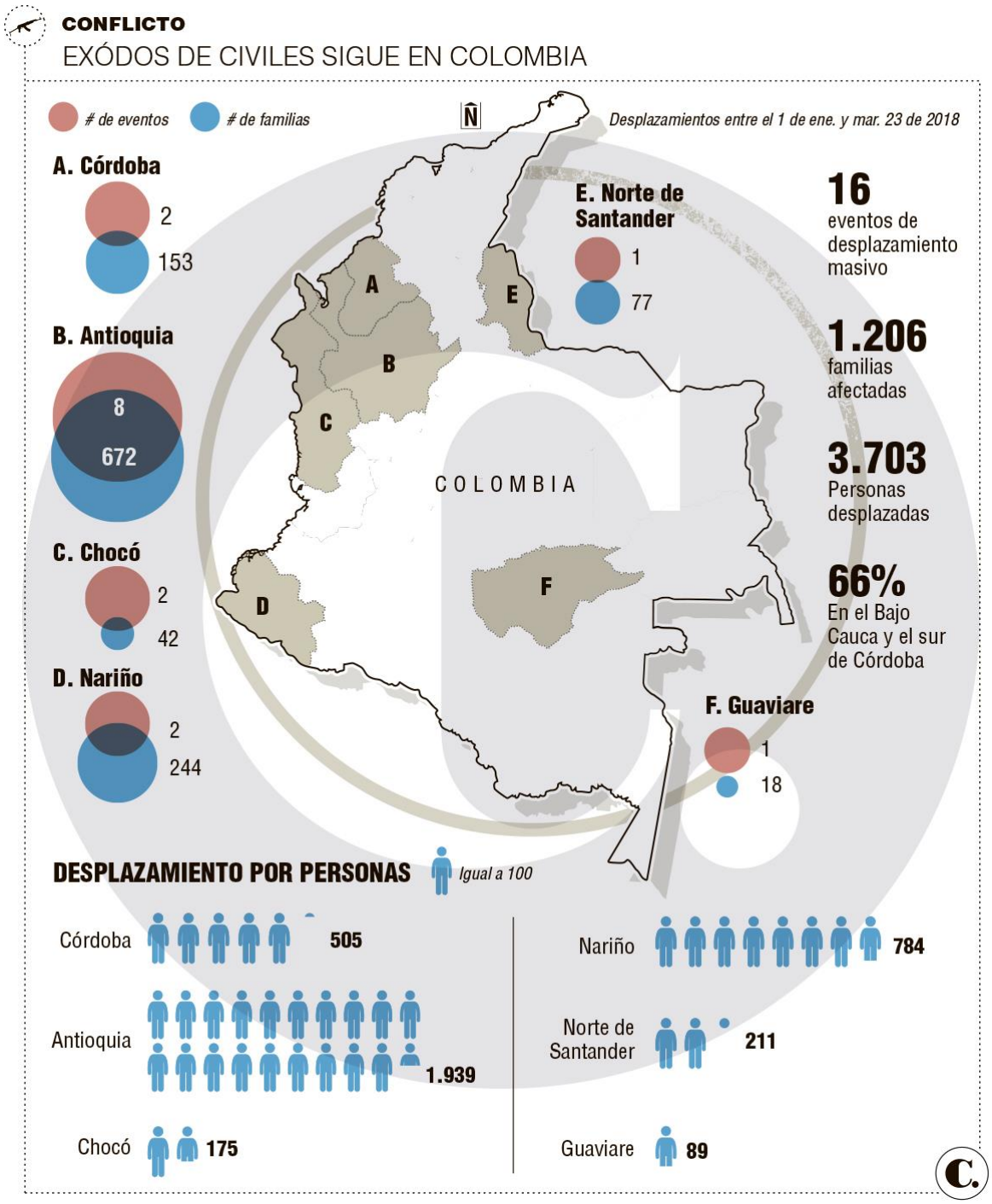
12 déplacements) et le Norte de Santander (5.512 cas au cours de 10 déplacements)[189]. En janvier 2018, l'UNHCR rapporte une multiplication des déplacements dans le Nariño, l'Antioquia et le Córdoba[190].

Environ 78 % des personnes déplacées en Colombie vivent dans 282 des 1.122 communes du pays, avec une forte concentration dans des villes comme Bogotá et Cali et leur région. 80 % vit sous le seuil de pauvreté, dont 33 à 35 % en extrême pauvreté. Les communautés indigènes et afrocolombiennes représentent 74 % des personnes déplacées en masse entre janvier 2014 et août 2016, alors qu'elles ne représentent respectivement que 3,4 % et 10,6 % de la population colombienne[191]. Il n'existe pas en Colombie de camps pour déplacés. Ces personnes cherchent généralement refuge dans les villes et villages et vivent répartis dans la population, souvent auprès de membres de la famille ou en périphérie urbaine dans des agglomérations informelles. En 2016, la majorité des déplacés vivait dans des agglomérations informelles dans les 27 plus grosses villes du pays. A peu près un tiers des déplacés vit dans les départements longeant la côte Pacifique, Valle del Cauca, Nariño, Antioquia, Cauca et Chocó[192].

La Colombie dispose d'un arsenal légal de protection des personnes déplacées. La loi des victimes a été introduite en 2011, accordant des réparations à celles-ci. Le gouvernement a aussi mis en place une unité des victimes et un plan national pour l'assistance et la réparation. La loi de 2011 considère trois niveaux de besoins des déplacés : une assistance humanitaire immédiate, une aide à surmonter la vulnérabilité socio-économique et enfin la réparation[193]. Le gouvernement s'est engagé par l'adoption de la *Ley de víctimas y restitución de tierras de 2011* (la loi pour les victimes et la restitution des terres de 2011) à renforcer les lois déjà existantes pour mieux dédommager les victimes du conflit armé avec les FARC-EP. Le système d'aide aux réfugiés prévoit un soutien financier mensuel après l'étude du dossier. Jeune Afrique rapporte que les délais sont longs et l'aide insuffisante[194]. Cinquante-deux agences gouvernementales colombiennes sont mandatées par la loi pour assister les personnes déplacées enregistrées[195].

[189] Conseil de sécurité, 27/12/2017, url ; USDOS, 20/04/2018, url ; Pacifista, 03/01/2018, url
[190] UNHCR, 24/01/2018, url ; X., 20/02/2018, url
[191] CIDH, 31/12/2017, url ; IDMC, s.d., url
[192] IDMC, s.d., url
[193] IDMC, s.d., url
[194] Jeune Afrique, 02/10/2017, url
[195] USDOS, 20/04/2018, url

L'infographie ci-dessous illustre les déplacements entre le 1er janvier 2018 et le 23 mars 2018 :



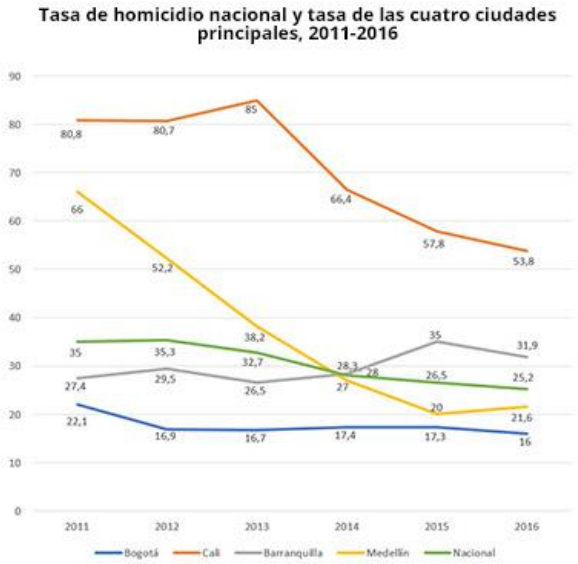
Nombre d'individus et de familles déplacés, nombre et lieux des incidents entre le 1er janvier et le 23 mars 2018 (El Colombiano)[196]

[196] El Colombiano, 24/03/2018, url

6.2. Villes

Le taux d'homicides sur l'ensemble de la Colombie est en régression ces dernières années. Selon le média *Apolitical*, ce taux a chuté de 82 % en 25 ans[197]. Non seulement la répartition des homicides est concentrée dans les villes (qui sont plus densément peuplées), mais aussi dans certaines communes de ces villes. En 2016, 30 % des homicides sont survenus à Bogotá, Medellín, Cali et Barranquilla[198].

Le rapport 2017 du département d'Etat américain mentionne un déplacement urbain provoqué par la violence des disputes territoriales entre bandes criminelles, et un déplacement intra-urbain provoqué par de l'extorsion, de l'enrôlement forcé par des groupes armés illégaux, des homicides et des violences physiques et sexuelles.



Taux d'homicides national et dans les quatre villes principales de 2011 à 2016 (FIP)[199]

Le Cedoca a emprunté de nombreuses informations relatives aux villes à la Fundación ideas para la paz (FIP), notamment une de ses études qui examine l'évolution de la situation sécuritaire (à travers les homicides et six autres paramètres) dans cinq villes de 2010 à 2016, à la lumière d'informations issues de registres policiers et d'enquêtes citoyennes[200].

6.2.1. Bogotá

Parmi les villes principales, Bogotá est celle qui détient le taux d'homicides le plus bas. La FIP souligne que Bogotá s'est toujours située loin en dessous de la moyenne nationale (à l'exception de l'année 1993)[201]. Apolitical est la seule, parmi les sources consultées, à considérer que Bogotá connaît « aujourd'hui » un taux de 16,7 homicides par 100.000 habitants[202]. Le nombre d'homicides

[197] Apolitical, 15/05/2018, url
[198] FIP, 24/04/2017, url
[199] FIP, 24/04/2017, url
[200] FIP, 30/05/2017, url
[201] FIP, 24/04/2017, url
[202] Apolitical, 15/05/2018, url

à Bogotá a baissé de 2016 à 2017 de plus de 10 % au taux de 14 homicides par 100.000 habitants, ce qui est le taux le plus bas depuis 32 ans[203].

A Bogotá, la moitié des homicides sont commis sur seulement 6 % du territoire de la ville. Les municipalités les plus frappées par les violences (agressions en rue, dans les transports en commun, homicides) sont Mártires, Santa Fe, Usme, Ciudad Bolívar y Rafael Uribe[204]. La FIP trouve une forte corrélation entre les taux d'homicides et les lieux de vente et de saisies de drogue[205]. Elle constate ainsi que 82 % des homicides d'hommes[206] surviennent à moins de 200 mètres des lieux de saisie de stupéfiants[207]. Un article de *Colombia Reports* daté de janvier 2018 présente une carte interactive qui montre district par district de Bogotá le taux d'homicides afférant[208].

Répartition géographique des homicides à Bogotá (FIP)[209]

Deux explosions ont frappé la capitale en 2017. L'ELN a revendiqué le premier attentat survenu le 19 février dans le quartier de La Macarena, tuant un policier. Le second, imputé à une branche urbaine de l'ELN, a eu lieu dans le shopping Andino le 18 juin 2017[210].

Bogotá compte plus de vingt mille colonies illégales, investies par des personnes déplacées, selon une investigation du magazine Semana. Ces colonies varient en taille entre des bidonvilles comme San German avec environ 300 familles, et de plus petites colonies de pionniers. Beaucoup de ces bidonvilles se situent soit dans des parcs nationaux soit sur des terrains en pente. Deux mille colonies illégales ont été identifiées dans le seul district d'Usme en 2017 (où se situe San German), sur une superficie supérieure à quatre cents hectares. D'après *Semana*, les autorités ont identifié dix gangs qui gèrent la prise de possession illégale de terres[211]. Les gangs profitent de l'absence de l'Etat pour falsifier des titres de propriété, corrompre les autorités, extorquer la population ou se livrer à du narco trafic. La réponse de l'Etat face à l'illégalité des colonies consiste en des raids

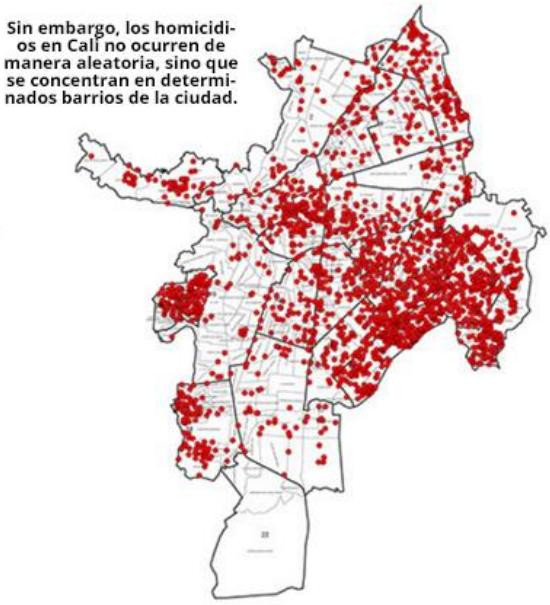
[203] Diario del Huila, 28/01/2018, url ; El Espectador, 02/01/2018, url ; El Espectador, 21/01/2018, url
[204] Diario del Huila, 28/01/2018, url
[205] FIP, 24/04/2017, url
[206] L'analyse de la FIP est à ce point poussée
[207] FIP, 30/05/2017, url
[208] Colombia Reports, 14/01/2018, url
[209] FIP, 24/04/2017, url
[210] The City Paper, 09/10/2017, url
[211] Semana sostenible, 10/09/2017, url ; Mongabay Environmental News, 16/11/2017, url

policiers, qui ne font que disperser le problème d'après certains. Par exemple le 6 octobre 2016 à San German, cinq cents policiers accompagnés d'équipes de journalistes sont venus expulser par la force et arrêter les résidents. Des sources mentionnent que certaines de ces terres font l'objet de spéculation immobilière[212].

6.2.2. Cali

Si en 2013 le taux de 80 homicides par 100.000 habitants appartenait aux plus élevés du monde, en 2016, ce taux est descendu à 53 homicides par 100.000 habitants. En 2017, il a encore baissé à 51 par 100.000 habitants, soit le taux le plus bas de ces 25 dernières années[213]. D'après Apolitical, cette baisse pourrait être notamment liée à un accès plus limité aux armes et à l'alcool[214]. En dépit de cette amélioration, il convient de rappeler que Calí occupe la 28ème place dans le classement annuel des villes les plus dangereuses du monde, établi par le Consejo ciudadano para la seguridad pública y justicia penal (CCSPJP) en mars 2018, avec un taux de 49,59 homicides par 100.000 habitants[215]. Le taux d'homicide à Calí est le double du taux national et presque le triple de celui de Bogotá[216].

A Cali, 68 % des homicides sont commis sur 13 % du territoire de la ville. Ces homicides sont concentrés à l'est de la ville, où l'Etat est moins présent et où coïncident pauvreté et densité de population. La FIP observe également une corrélation entre un haut taux d'homicides et les disputes territoriales entre organisations criminelles, ainsi que l'existence de marchés illégaux. Le nombre d'homicides a baissé en 2017 dans 12 des 22 communes que compte la ville, avec la baisse la plus importante, soit de 53 %, à Aguablanca, Comuna 14[217].



Répartition géographique des homicides à Calí (FIP)[218]

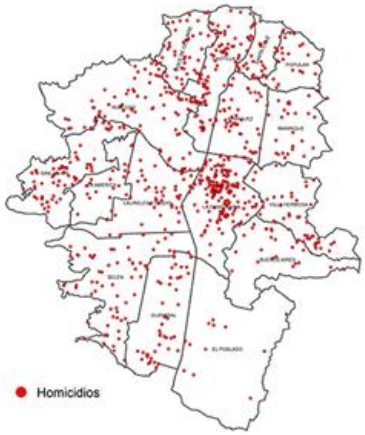
[212] Mongabay Environmental News, 16/11/2017, url ; Imagina Bogotá, 20/11/2016, url
[213] Caliescribe, 06/01/2018, url ; El Espectador, 21/01/2018, url
[214] Apolitical, 15/05/2018, url
[215] Business Insider, 06/03/2018, url
[216] Janes, 23/05/2017, url
[217] FIP, 24/04/2017, url ; InSight Crime, 26/04/2017, url ; FIP, 30/05/2017, url
[218] FIP, 24/04/2017, url

La police attribue 60 % des homicides commis en 2017 à des règlements de compte entre des organisations actives dans le trafic de drogue. Les communes les plus violentes sont en 2017 Palmira, Buga, Buenaventura et Cartago. Une baisse significative du taux d'homicides s'observe dans les communes de Tuluá, Caicedonia, Florida, Bugalagrande et Alcalá[219].

6.2.3. Medellín

Medellín est la ville qui a connu la plus importante baisse de violence. En 1990, soit en pleine guerre contre le cartel de Medellín, on a dénombré plus de 7.000 homicides. Le taux d'homicides était entre 1990 et 1993 de 381 homicides par 100.000 habitants. En 2017, le nombre d'homicides est tombé à 569, soit un taux de 23 homicides par 100.000 habitants [220]. Bien que le taux d'homicides ait augmenté en 2016 de 6 % et en 2017 encore un peu, la ville se maintient en dessous de la moyenne nationale. L'investissement dans les transports publics (notamment dans le téléphérique local qu'on appelle la *gondola*, ou les escalators extérieurs dans la commune 13 à pente raide) et l'enseignement a contribué à la transformation spectaculaire de la ville, stimulant tourisme et start-ups[221].

A Medellín, 68 % des homicides sont commis sur 12 % du territoire de la ville[222].



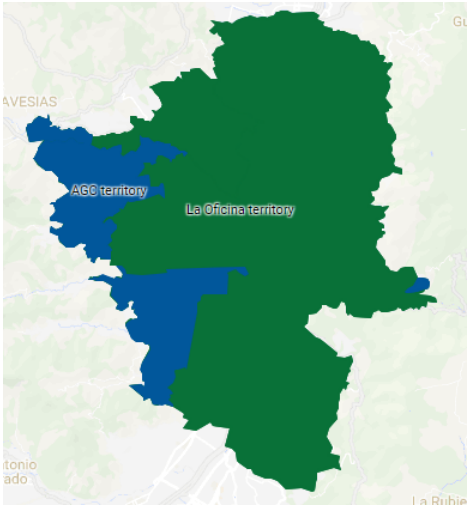
Répartition géographique des homicides à Medellín (FIP)[223]

La violence est concentrée dans l'ouest de la ville, notamment les communes 7, 12 et 13. En 2017, le déplacement forcé dans Medellín a connu une augmentation de 29 % principalement à cause d'affrontements entre les *combos* (les gangs locaux) loyaux aux AGC et les *combos* loyaux à la Oficina de Envigado et entre *combos* rivaux au sein de la même Oficina[224]. Ces affrontements se sont intensifiés en avril 2018. Certains analystes se demandent s'ils ne sont pas la conséquence de

[219] Caliescribe, 06/01/2018, url
[220] El Espectador, 21/01/2018, url
[221] Medium, 12/10/2017, url ; InSight Crime, 11/04/2018, url ; Apolitical, 15/05/2018, url
[222] FIP, 24/04/2017, url
[223] FIP, 24/04/2017, url
[224] El Espectador, 01/05/2018, url ; FIP, 30/05/2017, url ; Colombia Reports, 04/10/2017, url

la rivalité entre les diverses composantes de l'Oficina suite à l'arrestation de nombreux de ses cadres[225].

L'Oficina de Envigado est composée d'un patchwork d'unités plus petites, indépendantes, cherchant des alliances avec les *combos*. Ses affaires principales sont le trafic de drogue, le sicariat (les assassinats sur contrat), l'extorsion et le blanchiment d'argent. Afin de se consolider dans ses activités, elle scelle des alliances temporaires avec les Urabeños, les Rastrojos et les Zetas, ce qui lui facilite le passage de la drogue en direction des Etats-Unis et de l'Europe[226]. La carte ci-dessous montre les zones respectivement contrôlées par les AGC et l'Oficina :



Répartition des zones d'influences de Medellín (Colombia Reports)[227]

Les personnes déplacées par la violence en zone rurale qui s'installent à Medellín y fondent des bidonvilles, souvent éloignés du centre-ville, à flanc de montagne. Sans titre légal de propriété, sans recours aux services de l'Etat (eau, électricité, gestion des déchets, éclairage, sécurité), les habitants sont livrés à l'administration des gangs ou des guérillas ou des mouvements paramilitaires qui leur extorquent la *vacuna* (des sommes d'argent extorquées en diverses circonstances) en échange de leurs « services ». Par exemple, la commune de Manantiales a été fondée par neuf familles déplacées en 2009, et constitue désormais une ville de sept mille résidents, déplacés pour la plupart. Le gouvernement a incendié ce bidonville à six reprises, et il a été reconstruit à chaque fois. Manantiales est *de facto* administrée par les *muchachos*, qui dictent la loi, armés de machettes, couteaux et pistolets. Ils ne tolèrent aucune opposition. Le résident qui critique ou qui ne s'acquitte pas de la *vacuna*, est battu, déplacé, ou tué[228].

[225] El Espectador, 01/05/2018, url ; InSight Crime, 08/05/2018, url
[226] InSight Crime, 20/03/2018, url ; Colombia Reports, 11/01/2018, url
[227] Colombia Reports, 23/10/2017, url
[228] Medium, 12/10/2017, url

Résumé

D'après les sources consultées, une étape majeure est franchie avec la ratification par le Congrès le 30 novembre 2016 d'un accord de paix conclu entre le gouvernement et les FARC-EP. Les élections parlementaires du 11 mars 2018 marquent un retour en force du parti de l'ancien président Álvaro Uribe, qui avait rejeté l'accord de paix conclu avec les FARC-EP. Les élections présidentielles auront lieu le 17 juin 2018.

Les forces de sécurité sont accusées de s'être livrées en 2017 à des homicides illégaux, à un recours excessif à la violence, à des menaces, à de détentions arbitraires et à des exécutions extrajudiciaires. Elles-mêmes font l'objet de violences notamment de la part de groupes successeurs et de guérillas.

L'ancienne guérilla FARC-EP s'est massivement démobilisée et engagée dans un processus de réintégration. Elle s'est convertie en parti politique conservant son acronyme. Toutefois, la démultiplication de dissidences des FARC-EP compromet le processus de paix encore fragile. L'ELN est actuellement en pourparlers avec le gouvernement colombien en vue de la conclusion d'un accord-cadre.

Les groupes successeurs continuent de commettre des abus généralisés (homicides, disparitions, violence sexuelle, menaces de mort) et bénéficient occasionnellement de la tolérance, voire de la collusion avec des agents de l'Etat.

L'évacuation par les FARC-EP de leurs zones d'influence a engendré d'âpres disputes pour le contrôle de celles-ci. La violence qui en découle revêt diverses formes, dont les principales sont le déplacement forcé et les homicides de défenseurs des droits humains.

Ceux-ci sont ciblés, d'après des sources spécialisées dans les droits humains, surtout dans des zones rurales, et surtout parmi les communautés afrocolombiennes et indigènes.

Les violences ont lieu en zones rurales, pauvres, frontalières ou liées à la culture et au trafic de drogue.

Enfin, la Colombie compte le nombre le plus élevé de déplacés au monde après la Syrie avec un total de 7,3 millions de personnes majoritairement d'origine rurale, pauvre, avec une surreprésentation des communautés indigènes et afrocolombiennes, exposées à des violences qui sont le fait de trafiquants de drogue, de guérillas et d'autres groupes armés.

Selon des sources, notamment spécialisées dans la criminalité, la commission de crimes, tels que des homicides par exemple, est concentrée dans les villes, et plus précisément dans certaines communes qui les composent. En 2017, le taux d'homicides à Bogotá a été le plus bas depuis 32 ans. La moitié des homicides sont commis sur seulement 6 % du territoire de la ville. Cali, quant à elle, a connu en 2017 son taux d'homicides le plus bas de ces 25 dernières années. 68 % des homicides y sont commis sur 13 % du territoire de la ville. Medellín est la ville qui a connu la plus importante baisse de violence entre 1990 et 2017. 68 % des homicides y sont commis sur 12 % du territoire. Avec un taux de 23 homicides par 100.000 habitants, Medellín voit 68 % des homicides se commettre sur 12 % de son territoire.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

ACAPS, *Crisis analysis of Colombia*, 14/03/2018, https://www.acaps.org/country/colombia/crisis-analysis [consulté le 03/06/2018]

Amnesty International (AI), *Rapport 2014/15. La situation des droits humains dans le monde*, *République de Colombie*, 25/02/2015, http://www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/les-rapports-annuels/rapport-annuel-2014-2015/ [consulté le 17/03/2017]

Amnesty International (AI), *Rapport annuel 2016/2017, Colombie*, 22/02/2017, https://www.amnesty.org/en/countries/americas/colombia/report-colombia/ [consulté le 17/03/2017]

Amnesty International (AI), *Colombia 2017/2018, 2018,* https://www.amnesty.org/en/countries/americas/colombia/report-colombia/ [consulté le 26/03/2018]

Apolitical, *Treating violence like a disease helped cut Colombia's murder rate by 82%*, 15/05/2018, https://apolitical.co/solution_article/treating-violence-like-a-disease-helped-cut-colombias-murder-rate-by-82/ [consulté le 25/05/2018]

ARTE, *Colombie : la guerre d'après* [vidéo], 21/04/2017, http://info.arte.tv/fr/colombie-la-guerre-dapres [consulté le 05/05/2017]

Autodefensas Gaitanistas de Colombia, *Comunicado a la opinión pública*, 21/05/2017, http://autodefensasgaitanistasdecolombia.org/agc2/index.php [consulté le 19/06/2017]

British Broadcasting Corporation (BBC) via El Nacional, *Colombia: 3 ataques contra la policía en menos de 24 horas*, 24/01/2018, http://www.el-nacional.com/noticias/bbc-mundo/colombia-ataques-contra-policia-menos-horas_220777 [consulté le 27/04/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Gobierno de Colombia y el ELN acuerdan retomar los diálogos de paz en una nueva sede tras el retiro de Ecuador*, 05/05/2018, http://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-44018851 [consulté le 01/06/2018]

Business Insider, *These were the 50 most violent cities in the world in 2017*, 06/03/2018, http://uk.businessinsider.com/most-violent-cities-in-the-world-2018-3?r=UK&IR=T#50-cucuta-colombia-had-3478-homicides-per-100000-residents-1 [consulté le 20/04/2018]

Cable News Network (CNN) (Velásquez Loaiza M.), *Denuncian que "paramilitares" están retomando los territorios dejados por las FARC en Colombia*, 14/02/2017, http://cnnespanol.cnn.com/2017/02/14/denuncian-que-paramilitares-estan-retomando-los-territorios-dejados-por-las-farc-en-colombia/#0 [consulté le 19/05/2017]

Caliescribe, *La ciudad más violenta de Colombia en el 2017,* 06/01/2018, https://www.caliescribe.com/es/06012018-1937/cali-ciudad-y-ciudadanos/13541-cali-ciudad-y-ciudadanos/la-ciudad-mas-violenta-de [consulté le 19/04/2018]

Caracol Radio, *Ocho policías muertos en ataque a patrulla de restitución de tierras*, 12/04/2018, http://caracol.com.co/radio/2018/04/11/nacional/1523462673_278685.html [consulté le 27/04/2018]

Colombia Reports, *Medellin gang violence displaced more than 700 families this year*, 04/10/2017, https://colombiareports.com/medellin-gang-violence-displaced-700-families-year/ [consulté le 24/05/2018]

Colombia Reports, *Paramilitaries control 25% of Medellin's gangs: report*, 23/10/2017, https://colombiareports.com/paramilitaries-control-25-medellins-gangs/ [consulté le 24/05/2018]

Colombia Reports, *Oficina de Envigado*, 11/01/2018, https://colombiareports.com/oficina-de-envigado/ [consulté le 25/05/2018]

Colombia Reports, *Bogota crime statistics*, 14/01/2018, https://colombiareports.com/bogota-crime-statistics/ [consulté le 28/05/2018]

Comisión Interamericana de derechos humanos (CIDH), *CIDH urge a Colombia a tomar medidas urgentes para proteger a personas defensoras de derechos humanos y líderes sociales*, 27/03/2018, https://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2018/065.asp [consulté le 30/04/2018]

Comisión Interamericana de derechos humanos (CIDH), *Informe anual 2017*, 31/12/2017, https://www.oas.org/es/cidh/docs/anual/2017/docs/IA2017cap.5CO-es.pdf [consulté le 30/04/2018]

Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *Retos humanitarios 2018*, 2018, https://www.icrc.org/es/retos-del-conflicto-armado-y-la-violencia-en-colombia [consulté le 24/04/2018]

Congressional Research Service (CRS) (Beittel J.), *Colombia: background and U.S. relations*, 14/11/2017, https://fas.org/sgp/crs/row/R43813.pdf [Accessed 3 Jun. 2018]

Conseil de l'Union européenne (UE), *Décision (PESC) 2017/1426 du Conseil du 4 août 2017 portant mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2017/154*, 04/08/2017, http://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D1426&from=EN [consulté le 23/03/2018]

Conseil de l'Union européenne (UE), *Colombie: l'UE suspend les sanctions visant les FARC*, 29/09/2016, http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/09/27/colombia-eu-suspends-farc/ [consulté le 23/03/2018]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la mission de vérification des Nations unies en Colombie [S/2017/1117]*, 27/12/2017, http://undocs.org/fr/S/2017/1117 [consulté le 23/03/2018]

Conseil de sécurité des Nations unies, *Report of the Secretary-General on the United Nations verification mission in Colombia [S/2018/279],* 02/04/2018, http://undocs.org/S/2018/279 [consulté le 28/05/2018]

Deutsche Presse-Agentur (DPA) via El Comercio, *Paramilitarismo se expandió en Colombia tras acuerdo de paz*, 03/05/2017, http://www.elcomercio.com/actualidad/paramilitares-expansion-paz-farc-juanmanuelsantos.html [consulté le 08/05/2017]

Diario del Huila, *Radiografía del homicidio en Colombia*, 28/01/2018, https://www.diariodelhuila.com/radiografia-del-homicidio-en-colombia [consulté le 22/05/2018]

EFE via El Nacional, *Gobierno colombiano y ELN suspenden momentáneamente diálogos en Cuba*, 25/05/2018, http://www.el-nacional.com/noticias/mundo/gobierno-colombiano-eln-suspenden-momentaneamente-dialogos-cuba_237174 [consulté le 01/06/2018]

El Colombiano, *Panoráma de seguridad y defensa en 2014*, 18/01/2014, http://www.elcolombiano.com/panorama_de_seguridad_y_defensa_en_2014-IAEC_278437 [consulté le 17/03/2017]

El Colombiano, *"En Colombia no hay posconflicto": CICR*, 28/02/2018, http://www.elcolombiano.com/colombia/paz-y-derechos-humanos/entrevista-con-el-director-del-cicr-sobre-el-posconflicto-en-colombia-LX8275814 [consulté le 24/04/2018]

El Colombiano, *El desplazamiento, un mal que aumenta aún con Acuerdo de Paz*, 24/03/2018, http://www.elcolombiano.com/colombia/el-desplazamiento-un-mal-que-aumenta-aun-con-acuerdo-de-paz-YA8442001 [consulté le 01/06/2018]

El Espectador, *Explosión en CC. Andino: segundo atentado del año en Bogotá con víctimas fatales*, 18/06/2017, http://www.elespectador.com/noticias/bogota/explosion-en-cc-andino-segundo-atentado-del-ano-en-bogota-con-victimas-fatales-articulo-698929 [consulté le 19/06/2017]

El Espectador, *Quién puede estar detrás del Movimiento Revolucionario del Pueblo?* , 25/06/2017, https://www.elespectador.com/noticias/bogota/quien-puede-estar-detras-del-movimiento-revolucionario-del-pueblo-articulo-700010 [consulté le 15/05/2018]

El Espectador, *Homicidios en Colombia: la tasa más baja en los últimos 42 años se dio en 2017,* 21/01/2018, https://www.elespectador.com/noticias/judicial/homicidios-en-colombia-la-tasa-mas-baja-en-los-ultimos-42-anos-se-dio-en-2017-articulo-734526 [consulté le 15/05/2018]

El Espectador, *Seguridad en Bogotá, marcada por los contrastes,* 02/01/2018, https://www.elespectador.com/noticias/bogota/medio-lleno-y-medio-vacio-articulo-731414 [consulté le 28/05/2018]

El Espectador, *Con la entrega de "Juancito" aún no termina la guerra en la Comuna 13*, 01/05/2018, https://colombia2020.elespectador.com/justicia/con-la-entrega-de-juancito-aun-no-termina-la-guerra-en-la-comuna-13 [consulté le 25/05/2018]

El Espectador, *Así va la reincorporación de las Farc en cifras, según el Gobierno,* 24/05/2018, https://colombia2020.elespectador.com/pais/asi-va-la-reincorporacion-de-las-farc-en-cifras-segun-el-gobierno [consulté le 25/05/2018]

El Espectador, *En Colombia hay un desplazado cada cuatro minutos: Consejo Noruego para Refugiados,* 22/05/2018, https://www.elespectador.com/noticias/paz/en-colombia-hay-un-desplazado-cada-cuatro-minutos-consejo-noruego-para-refugiados-articulo-789940 [consulté le 28/05/2018]

El Heraldo, *Capturan al presunto coordinador del 'plan pistola' del 'clan del Golfo'*, 03/06/2017, https://www.elheraldo.co/colombia/capturan-al-presunto-coordinador-del-plan-pistola-del-clan-del-golfo-368873 [consulté le 06/06/2017]

El Mundo, *En Antioquia, criminales han asesinado 18 policías en 2017,* 22/12/2018, http://www.elmundo.com/noticia/En-Antioquiacriminales-han-asesinado-18-policias-en-2017/364869 [consulté le 27/04/2018]

El País, *El uribista Duque y el izquierdista Petro se disputarán la presidencia de Colombia en junio*, 28/05/2018, https://elpais.com/internacional/2018/05/28/colombia/1527463994_632822.html [consulté le 28/05/2018]

Freedom House, *Freedom in the world 2018, Colombia profile*, 16/01/2018, https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/colombia [consulté le 03/06/2018]

Fundación ideas para la paz (FIP), *Siete regiones sin la presencia de las FARC, siete problemas más?*, 13/03/2017, http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1488 [consulté le 22/05/2018]

Fundación ideas para la paz (FIP), *Así se concentra el homicidio en las ciudades*, 24/04/2017, http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1504 [consulté le 15/05/2018]

Fundación ideas para la paz (FIP), *Pulso a la seguridad ciudadana en las cinco ciudades más grandes de Colombia*, 30/05/2017, http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1521 [consulté le 28/05/2018]

Fundación ideas para la paz (FIP), *Trayectorias y dinámicas territoriales de las disidencias de las FARC, Serie informes n° 30*, 04/2018, http://ideaspaz.org/media/website/FIP_Disidencias_Final.pdfd [consulté le 29/05/2018]

Fundación ideas para la paz (FIP), *Las disidencias de las FARC: un problema en auge*, 10/04/2018, http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1662 [consulté le 28/05/2018]

Fundación paz y reconciliación (PARES) (Valencia L., et al.), *En qué están los territorios que dejan las FARC ; Estado de las zonas de concentración las agresiones a líderes sociales*, 31/01/2017, http://www.pares.com.co/wp-content/uploads/2017/01/Informe-en-qu%C3%A9-estan-los-territorios-que-dejan-la-FARC.pdf [consulté le 01/06/2017]

Garzón Ramírez S., *Forcibly urban : internally displaced person's experiences of Bogota's 2017*, http://www.etd.ceu.hu/2017/garzon-ramirez_sonia.pdf [consulté le 28/05/2018]

Geneva Academy, *The war report 2017. Gang violence in Colombia, Mexico and El Salvador*, 12/2017, https://www.geneva-academy.ch/joomlatools-files/docman-files/Gang%20violence%20in%20Colombia,%20Mexico%20and%20El%20Salvador.pdf [consulté le 28/05/2018]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2015, Colombia events of 2014*, 29/01/2015, https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/colombia [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2016, Colombia events of 2015*, 27/01/2016, https://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/colombia [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2017, Colombia events of 2016*, 12/01/2017, https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/colombia [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2018: Rights trends in Colombia*, 2018, https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/colombia [consulté le 26/03/2018]

Imagina Bogotá, *Amenazas de desalojo en el barrio San Germán*, 20/11/2016, http://imaginabogota.com/notas/desalojo-barrio-san-german/ [consulté le 29/05/2018]

Infobae, *La guerra narco en Colombia dispara la tasa de asesinatos: ya suman 3.491 en 2018*, 20/04/2018, https://www.infobae.com/america/colombia/2018/04/20/la-guerra-narco-en-colombia-dispara-la-tasa-de-asesinatos-ya-suman-3-491-en-2018/ [consulté le 15/05/2018]

Infobae, *La guerra narco en Colombia dispara la tasa de asesinatos: ya suman 3.491 en 2018*, 20/04/2018, https://www.infobae.com/america/colombia/2018/04/20/la-guerra-narco-en-colombia-dispara-la-tasa-de-asesinatos-ya-suman-3-491-en-2018/ [consulté le 29/05/2018]

InSight Crime, *Mapping of Colombia Homicide Data Reflects Regional Dynamics*, 26/04/2017, https://www.insightcrime.org/news/brief/mapping-colombia-homicide-data-reflects-regional-dynamics/ [consulté le 28/05/2018]

InSight Crime, *Oficina de Envigado*, 20/03/2018, https://es.insightcrime.org/colombia-crimen-organizado/oficina-de-envigado-perfil/ [consulté le 25/05/2018]

InSight Crime, *Perfil de Colombia,* 10/03/2018, https://es.insightcrime.org/colombia-crimen-organizado/colombia/ [consulté le 23/04/2018]

InSight Crime, *La mafia colombiana*, 13/03/2018, https://es.insightcrime.org/colombia-crimen-organizado/mafia-colombiana/ [consulté le 23/04/2018]

InSight Crime, *How Medellín's most crime-ridden area became a top tourist destination*, 11/04/2018, https://www.insightcrime.org/news/analysis/medellin-most-crime-ridden-area-top-tourist-destination/ [consulté le 24/05/2018]

InSight Crime, *Mafia ex-FARC es perseguida por Colombia y Ecuador tras el asesinato de periodistas secuestrados*, 18/04/2018, https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/mafia-ex-farc-es-perseguida-por-colombia-y-ecuador-tras-el-asesinato-de-periodistas-secuestrados/ [consulté le 23/04/2018]

InSight Crime, *Ecuador suspende apoyo a diálogos con ELN tras agresiones de disidentes de las FARC*, 20/04/2018, https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/ecuador-suspende-apoyo-a-dialogos-con-eln-tras-agresiones-de-disidentes-de-las-farc/ [consulté le 23/04/2018]

InSight Crime, *Preocupación por respuesta de las fuerzas de seguridad ante ola de violencia en Medellín*, 08/05/2018, https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/preocupacion-respuesta-fuerzas-seguridad-violencia-medellin/ [consulté le 25/05/2018]

Institute for economics and peace, *Global peace index 2017*, 06/2017, http://visionofhumanity.org/app/uploads/2017/06/GPI-2017-Report-1.pdf [consulté le 25/05/2018]

Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ), *XII Informe sobre presencia de grupos narcoparamilitares 2016*, 01/2017, www.indepaz.org.co/wp-content/.../2017/02/XII-INFORME.pdf [consulté le 01/06/2016]

Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ) (Espitia C.), *Informe especial : Plan pistola,* 01/06/2017, http://www.indepaz.org.co/7546/informe-especial-plan-pistola/ [consulté le 02/06/2017]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *Colombia , s.d.,* http://www.internal-displacement.org/countries/colombia [consulté le 22/05/2018]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *On the grid: Global internal displacement in 2016*, s.d., http://www.internal-displacement.org/global-report/grid2017/pdfs/2017-GRID-colombia-spotlight.pdf [consulté le 22/05/2018]

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC), *2017 internal displacement figures by country,* 2018, http://www.internal-displacement.org/database/displacement-data [consulté le 21/05/2018]

International Crisis Group (ICG), *Report N° 63 / Colombia's Armed Groups Battle for the Spoils of Peace,* 19/10/2017, https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombia/63-colombias-armed-groups-battle-spoils-peace [consulté le 03/05/2018]

International Crisis Group (ICG), *Colombia's Peace at Stake in Polarised Election*, 25/05/2018, https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombias-peace-stake-polarised-election?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=c798e52280-EMAIL_CAMPAIGN_2018_05_25_11_19&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-c798e52280-359662605 [consulté le 25/05/2018]

Janes, *Anti-gang programme contributes to declining murder rate in Colombia's Cali, but theft and criminal violence remain common*, 23/05/2017, http://www.janes.com/article/70684/anti-gang-programme-contributes-to-declining-murder-rate-in-colombia-s-cali-but-theft-and-criminal-violence-remain-common [consulté le 18/04/2018]

Jeune Afrique, *Colombie : les Afro-Colombiens, des réfugiés internes livrés à eux-mêmes,* 02/10/2017, http://www.jeuneafrique.com/479678/societe/colombie-les-afro-colombiens-des-refugies-internes-livres-a-eux-memes/ [consulté le 29/05/2018]

Libération, *En Colombie, les Farc sur le départ, les narcos prennent leur part*, 06/03/2017, http://www.liberation.fr/planete/2017/03/06/en-colombie-les-farc-sur-le-depart-les-narcos-prennent-leur-part_1553717 [consulté le 16/05/2018]

Medium, *Displacement in the shadow of the Medellin miracle, 12/10/2017,* https://medium.com/@marianacalvo94/displacement-in-the-shadow-of-the-medellin-miracle-e7c107e94a12 [consulté le 24/05/2018]

Migration Policy Institute (MPI), *As Colombia emerges from decades of war, migration challenges mount*, 13/04/2017, https://www.migrationpolicy.org/article/colombia-emerges-decades-war-migration-challenges-mount [consulté le 28/05/2018]

Mission de vérification des Nations unies en Colombie, *Report of the Secretary-General on the United Nations Verification Mission in Colombia*, 02/04/2018, https://colombia.unmissions.org/sites/default/files/n1808241_en.pdf [consulté le 27/04/2018]

Mongabay Environmental News, *The uncertain future of Bogotá's shantytowns*, 16/11/2017, https://news.mongabay.com/2017/11/the-uncertain-future-of-bogotas-shantytowns/ [consulté le 28/05/2018]

Monitor de la Unidad de manejo y análisis de información Colombia (UMAIC), *Monitor humanitario UMAIC, Mapa de afectados, 17/05/2018 – 24/05/2018*, 24/05/2018, https://monitor.umaic.org/ [consulté le 24/05/2018]

Norwegian Centre for Conflict Resolution (NOREF) (Marcos F. R., Dubois J.), *The humanitarian impact of the new dynamics of the armed conflict and violence in various regions of Colombia*, 08/2016, http://noref.no/Regions/Latin-America-and-the-Caribbean/Colombia/Publications2/The-humanitarian-impact-of-the-new-dynamics-of-the-armed-conflict-and-violence-in-various-regions-of-Colombia [consulté le 06/06/2017]

Notimérica, *Perdura el movimiento paramilitar en Colombia?*, 19/07/2016, http://www.notimerica.com/sociedad/noticia-siguen-existiendo-paramilitares-colombia-20160719182736.html [consulté le 23/05/2017]

NSNBC, *A rise in murders of activists in Colombia puts peace in peril* [video], 02/04/2017, https://archive.org/details/ARiseInMurdersOfActivistsInColombiaPutsPeaceInPeril# [consulté le 18/05/2018]

Pacifista, *Violencia en 2018: estos son los retos que afronta Colombia*, 03/01/2018, http://pacifista.co/en-colombia-aun-hay-desplazamiento-violencia-sexual-y-terrorismo/ [consulté le 18/05/2018]

Renovación del territorio, *Gobierno Nacional anuncia nuevo régimen de tributación para las empresas que inicien actividades en las zonas más afectadas por el conflicto*, 08/10/2017, http://www.renovacionterritorio.gov.co/Publicaciones/gobierno_nacional_anuncia_nuevo_rgimen_de_tributacin_para_las_empresas_que_inicien_actividades_en_las_zonas_ms_afectadas_por_el_conflicto [consulté le 27/04/2018]

Réseau France Colombie solidarités (RFCS), *Les accords de paix en Colombie – et après ?, Rapport du Réseau France Colombie solidarités sur les enjeux et les problématiques du « post-conflit » en Colombie*, 08/2016, http://www.acatfrance.fr/public/rapport-rfcs_les-accords-de-paix-en-colombie-et-apres_-aout-2016.pdf [consulté le 17/03/2017]

Semana sostenible, *Invasiones en Bogotá un problema preocupante y de inseguridad. La preocupante situación de las invasiones en Bogotá*, 10/09/2017, http://sostenibilidad.semana.com/impacto/articulo/invasiones-en-bogota-un-problema-preocupante-y-de-inseguridad/38603 [consulté le 28/05/2018]

Télam via YouTube, *Mueren cuatro policías en un sangriento atentado en una comisaría de Barranquilla* [video], 27/01/2018, https://www.youtube.com/watch?v=s4LkNo05XFI [consulté le 27/04/2018]

The city paper, *Bogotanos score "negative" on security, reveals survey*, 09/10/2017, https://thecitypaperbogota.com/bogota/bogotanos-score-negative-on-security-reveals-survey/18117 [consulté le 28/05/2018]

The Economist, *How to cut the murder rate*, 05/04/2018, https://www.economist.com/news/leaders/21739957-murder-set-soar-some-cities-developing-world-how-cut-murder-rate [consulté le 22/05/2018]

The Economist, *Shining light on Latin America's homicide epidemic*, 05/04/2018, https://www.economist.com/briefing/2018/04/05/shining-light-on-latin-americas-homicide-epidemic [consulté le 25/05/2018]

The Guardian, *Colombian civilians caught in crossfire as rebel factions fill violent vacuum*, 30/04/2018, https://www.theguardian.com/world/2018/apr/30/colombia-civilians-crossfire-rebels [consulté le 03/05/2018]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Elegibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Colombia*, 09/2015, http://www.refworld.org/docid/560011fc4.html [consulté le 19/06/2017]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Colombia Situation; Colombia, Ecuador and Venezuela February 2017*, 02/2017, http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1488446941_58b6d1604.pdf [consulté le 16/05/2017]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *ACNUR manifiesta su preocupación por incremento en desplazamientos masivos y situación de riesgo de comunidades*, 24/01/2018, http://www.acnur.org/noticias/noticia/acnur-manifiesta-su-preocupacion-por-incremento-en-desplazamientos-masivos-y-situacion-de-riesgo-de-comunidades/ [consulté le 25/05/2018]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia*, 02/03/2018, http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/A-HRC-37-3-Add_3_EN.pdf [consulté le 23/04/2018]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Colombia : humanitarian situation snapshot (January - Apr 2017)*, 08/05/2017, https://www.humanitarianresponse.info/es/operations/colombia/infographic/colombia-humanitarian-situation-snapshot-january-apr-2017 [consulté le 06/06/2017]

United Nations Rights Council, *Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia [A/HRC/34/3/Add.3]*, 14/03/2017, http://ecoi.net/doc/338255 [consulté le 16/05/2017]

United Nations Security Council, *Report of the Secretary-General on the United Nations Mission in Colombia* [S/2017/252], 24/03/2017, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/252 [consulté le 16/05/2017]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country reports on human rights practices for 2016, Colombia*, 03/03/2017, http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2016&dlid=265574 [consulté le 17/03/2017]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country reports on human rights practices for 2017, Colombia*, 20/04/2018, http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2017&dlid=277319 [consulté le 23/04/2018]

United States Department of State (USDOS), Bureau of diplomatic security, *Colombia 2018 crime & safety report: Bogotá* , 30/01/2018, https://www.osac.gov/pages/ContentReportPDF.aspx?cid=23318 [consulté le 03/06/2018]

United States Department of State (USDOS), *Foreign terrorist organizations*, s.d., https://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123085.htm [consulté le 23/03/2018]

United States Institute of Peace (USIP), *The current situation in Colombia*, 01/02/2017, https://www.usip.org/publications/2017/02/current-situation-colombia [consulté le 23/06/2017]

Washington Office on Latin America (WOLA) (Ramsey G., Bernal S.), *Colombia's ELN peace talks explained*, 07/02/2017, https://www.wola.org/analysis/colombias-eln-peace-talks-explained/ [consulté le 19/05/2017]

X., *Resumen de contexto situacional: Primer Conversatorio de Desplazamiento en el SIVJRNR*, 20/02/2018, https://issuu.com/codhes/docs/sumario_situacional_20.02.18/6 [consulté le 29/05/2018]